

# Travaux de ravalement des Façades et Remplacement des Menuiseries Extérieures du Bâtiment "B" de la Caserne de la Garde Républicaine

10 Rue de Tournon, 75006 Paris

## PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Opération de catégorie 2 au sens du décret du 26 décembre 1994 modifié.

### Maîtrise d'Ouvrage



#### Préfecture de Police

1 bis Rue de Lutèce, 75195 Paris, CEDEX 04

### Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé



BECS - BUREAU D'ETUDES CONSEILS EN SECURITE

75 Avenue Henri Ginoux 92120 MONTROUGE  
Tel : 01 41 31 75 75 – Fax : 01 41 31 75 80

Révision	Commentaires	Etablissement	
		Nom	Date
Ind 00	Création /conception	Mr Mounir KANDOUCI	21/03/2025

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE (ARTICLE 4532-44-1°).....</b>	<b>4</b>
<b>2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR (ARTICLE 4532-44-2°).....</b>	<b>8</b>
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT (ARTICLE 4532-44-3°).....</b>	<b>13</b>
3.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales (Article 4532-44-3°a) .....	13
3.2. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles (Article 4532-44-2°b) .....	14
3.3. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses (Article 4532-44-3°c) .....	16
3.4. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres (Article 4532-44-3°d) .....	17
3.5. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés (Article 4532-44-3°e) .....	17
3.6. Utilisation des Protections Collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale (Article 4532-44-3°f) .....	18
3.7. Mesures prises en matière d'interactions sur le site (Article 4532-44-3°g) .....	20
<b>4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER (ARTICLE 4532-44-4°) .....</b>	<b>32</b>
<b>5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT (ARTICLE 4532-44-5°).....</b>	<b>34</b>
5.1. Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 (Article 4532-44-5°a) .....	34
5.2. Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (Article 4532-44-5°b) <b>Erreur ! Signet non défini.</b>	
<b>6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE (ARTICLE 4532-44-6°) .....</b>	<b>36</b>
<b>7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS (ARTICLE 4532-44-7°) .....</b>	<b>38</b>
<b>8. ANNEXES .....</b>	<b>42</b>

Rappel des principales abréviations utilisées :

**MO ou MOA** : Maître d'Ouvrage

**MOE** : Maître d'Œuvre

**CCAP** : Cahier des Clauses Administratives Particulières

**CCTP** : Cahier des Clauses Techniques Particulières

**CCTC** : Cahier des Clauses Techniques Communes

**CCAG** : Cahier des Clauses Administratives Générales

**CISSCT** : Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail

**CSPS** : Coordonnateur sécurité et protection de la santé

**DCE** : Dossier de Consultation des Entreprises

**DHOL** : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons

**DICT** : Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux

**DIUO** : Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage

**PGCSPS** : Plan Général de Coordination, de Sécurité et de Protection de la Santé

**PGP** : Principes Généraux de Prévention

**PPSPS** : Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

**MCA** : Matériaux contenant de l'amiante

## 0.1. Préambule

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) a été établi par le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé pendant la phase conception de l'opération en application des textes suivants :

- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993,
- Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994,
- Décret n° 95-607 et 95-608 du 06 Mai 1995,
- Arrêté du 25 Février 2003 relatif à la liste des travaux à risques particuliers,
- Arrêtés et circulaires en vigueur à la date d'établissement du présent PGCSPS,

### **Ce PGCSPS est fondé sur les Principes Généraux de Prévention (PGP) :**

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux, par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
8. Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner des instructions appropriées aux travailleurs.

Les PGP 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au CSPS. Tous les PGP sont applicables aux entrepreneurs

Le PGCSPS constitue une pièce contractuelle du marché. Les éléments du PGCSPS ont forces de données de base pour les Entreprises et leurs Sous-traitants ou Travailleurs Indépendants éventuels.

Celles-ci devront s'appuyer sur le PGCSPS pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et prendre en compte l'ensemble des documents constituant le DCE

Le PGCSPS sera complété et adapté pendant la phase réalisation de l'opération par le coordonnateur SPS qui sera désigné pour cette phase et en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective des différentes phases de travaux. Ces compléments ou adaptations seront portés à la connaissance du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entreprises y compris sous-traitants éventuels.

**Conformément à l'article L 4232-6 du code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.**

Pour tous travaux à risque non spécifiés dans le présent PGC, l'entrepreneur est tenu d'informer le Coordonnateur SPS et le maître d'œuvre par écrit, avant son intervention, afin de faire approuver les dispositifs de sécurité et la méthodologie de travail devant être mise en place.

## 0.2. Historique des modifications du PGC

Indice	Date	Commentaires	Rédacteur

## 1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE (Article 4532-44-1°)

### 1.1. Présentation et adresse de l'opération

#### Désignation de l'opération.

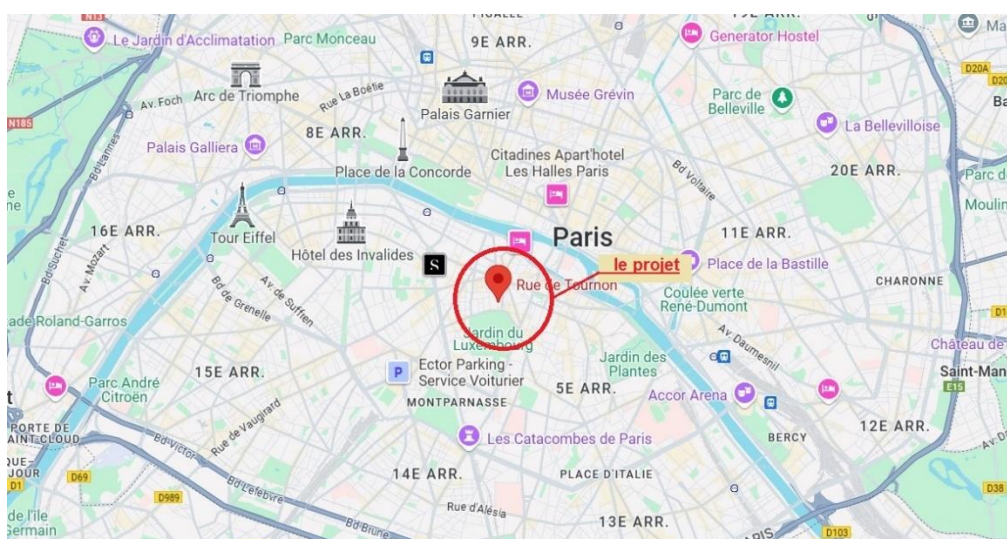
Le présent PGCSPS concerne :

Le projet concerne les travaux de ravalement des façades et remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment « B » de la Caserne de la Garde Républicaine, Paris 75006

Pour la description complète et détaillée de la consistance des travaux, voir les pièces écrites du dossier de consultation des entreprises.

#### Adresse de l'opération :

10 Rue de Tournon, 75006 Paris



Plan de situation

## 1.2. Présentation des intervenants

MAITRISE D'OUVRAGE		
<b>Préfecture de Police</b> <b>Direction de l'Immobilier et de l'Environnement - Département Construction secteur n° 2</b> <b>Représentant :</b> <b>Elyesse DAHMANI</b> Chef de projet	1 bis Rue de Lutèce, 75195 Paris, CEDEX 04	@ : <a href="mailto:elyesse.dahmani@interieur.gouv.fr">elyesse.dahmani@interieur.gouv.fr</a> ☎ : 07 77 99 39 85

MAITRISES D'ŒUVRE / ARCHITECTES		
<b>Desmont Tricot Architectes Associés – M. Pierre-Louis TRICOT</b>	1 av. Théophile Gautier – 75016 Paris –	@ : <a href="mailto:pltricot@neuf.fr">pltricot@neuf.fr</a> ☎ : ☎ :

BUREAU DE CONTROLE		
<b>BUREAU VERITAS CONSTRUCTION</b>	6 Boulevard Archimède–77420 CHAMPS-SUR-MARNE	@ : ☎ : ☎ :

COORDONNATEUR SPS		
<b>BECS</b> Mr. Mounir KANDOUCI	75 Avenue Henri Ginoux 92120 MONTROUGE	@ : <a href="mailto:mounir.kandouci@becs.fr">mounir.kandouci@becs.fr</a> ☎ : ☎ : 06 63 32 28 05

## 1.3. Organismes officiels de prévention

Organismes de Prévention		
	<b>OPPBT</b> Comité Région Paris Ile de France 25 Avenue du général Leclerc 92660 Boulogne Billancourt	☎ : 01 46 09 27 00 @ : <a href="mailto:iledefrance@oppbtp.fr">iledefrance@oppbtp.fr</a>
	<b>CRAMIF :</b> Antenne Prévention des Risques Professionnels 17 avenue Flandre, 75019 Paris :	☎ : 01 40 05 32 64 @ : <a href="mailto:antenne75.prevention@cramif.cnamts.fr">antenne75.prevention@cramif.cnamts.fr</a>
	<b>DRIEETS Ile de France</b> Unité départementale de Paris 11 rue de Cambrai - Bâtiment A 75019 Paris	@ : <a href="mailto:drieets-idf-ud75.uc5@drieets.gouv.fr">drieets-idf-ud75.uc5@drieets.gouv.fr</a> ☎ : 01 70 96 19 85

#### 1.4. Allotissement et Intervenants au titre du présent marché

Lot	Désignation
01	Gros œuvre
02	MENUISERIE SERRURERIE

Les renseignements sur les intervenants pour les travaux seront complétés à la période de préparation ou pendant la phase réalisation des travaux (article R. 4532-44 à 46 du Code du Travail).

Annexe du présent PGC.

Les renseignements d'ordre administratif concernant les intervenants et complétant la déclaration préalable seront complétés lors de la période de préparation et à l'avancement des travaux, conformément à l'article R. 4532-44-1° du Code du Travail.

Le tableau évolutif est annexé au présent PGC.

#### 1.5. Calendrier des travaux

Date présumée de début des travaux : **à définir**

Délai prévisionnel d'exécution des travaux : **22 Mois**

L'entreprise titulaire doit dresser un planning d'exécution comprenant également les prestations éventuellement sous traitées. Elle indiquera les effectifs prévisionnels en bas du planning, et ce pour chaque période remarquable ou phase de chantier.

#### 1.6. Effectif prévisible des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier

Entreprises appelées à intervenir sur le chantier : 2 entreprises + sous-traitante à définir

Travailleurs appelés à intervenir sur le chantier. Effectif de pointe estimé à 16 Personnes

*Cet article pourra être renseigné au fur et à mesure de l'opération suivant les indications des différents intervenants.*

#### 1.7. Catégorie de l'opération

L'opération a été classée par le maître d'ouvrage en : **2<sup>ème</sup> catégorie**

- **Deuxième catégorie** : opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article [L. 4532-1](#) ne relevant pas de la première catégorie, opération de plus de 500 hommes x jour (soit 4 000 h ou environ 300 000 €) ou chantier de 30 jours avec un effectif en pointe supérieur à 20 salariés ;



## 1.8. Autorisations ou demandes administratives

### Déclaration préalable

Celle-ci sera transmise par la maîtrise d'ouvrage aux organismes de prévention

#### Article L4532-1

- Lorsque la durée ou le volume prévu des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable :

1° A l'autorité administrative.

2° A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'Article L4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics.

3° Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier.

#### Article R4532-2

Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

#### Article R4532-3

La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération.

Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.

En application des articles L 4532-1, R 4532-2 et R 4532-3 du code du travail, cette opération a fait l'objet, de la part du maître d'ouvrage, d'une déclaration préalable qui sera affichée sur le chantier.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de son lot, telles que :

- Déclaration d'ouverture de chantier : la déclaration préalable du maître d'ouvrage, citée ci avant, ne dispense pas les entreprises de transmettre leur déclaration d'ouverture de chantier respective aux organismes officiels de prévention (imprime n° s.6206 disponible à l'OPPBTP et au service de la CRAM).
- Déclaration d'intention de commencement de travaux :

Le Maître d'ouvrage, réalise la **Demande de Travaux** en phase conception (liasse Cerfa n° 1444\*02) afin d'établir un Plan des réseaux. (Classes A, B et C avec précaution)

Ces déclarations ne dispensent pas chaque entreprise de transmettre aux organismes de prévention, « **la déclaration d'ouverture de chantier** » qui lui incombe, (imprimé n° S.6206 INRS) aux concessionnaires concernés, « **la déclaration d'intention de commencer les travaux** » (DICT),

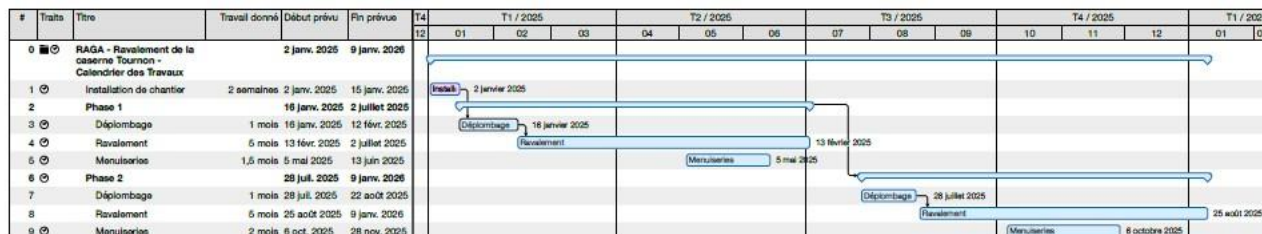
En plus des arrêtés connus, prendre en compte le dernier arrêté en vigueur du 27 Décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

- Demande d'arrêtés préfectoraux : chaque entreprise y compris sous-traitant fera son affaire de toutes les demandes administratives nécessaires à la bonne exécution de ses travaux, à savoir : permission de voirie, autorisation de police pour la circulation des camions, implantation de chantier et, d'une manière générale, toutes les obligations et démarches imposées par les différentes administrations et nécessaires à la réalisation des travaux.

## 2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR (Article 4532-44-2°)

En dehors des mesures édictées dans le PGCSPS, les entreprises doivent consulter et respecter les consignes données par le Maître d'œuvre dans les CCTP.

### 2.1. Calendrier prévisionnel d'exécution



Voir le planning général du projet présent dans le dossier d'appel d'offre.

### 2.2. Nature du sol

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance des rapports de sol.

### 2.3. Travaux dans l'existant

Voir les différents CCTP pour la description des travaux de déconstruction et ou de réhabilitation.

### 2.4. Description de l'ouvrage à bâtir

Sans objet

Voir les différents CCTP pour la description des travaux.

### 2.5. Réseaux enterrés et aériens

Le Maître d'œuvre, réalise la Demande de Travaux en phase conception afin d'établir un Plan des réseaux. (Classes A, B et C avec précaution)

Le N° de DT est fournie dans le dossier DCE.

#### 2.5.1. Présence de réseaux sous pression et sous tension

**Avant tout travaux le maître d'ouvrage doit remettre un dossier des ouvrages exécutés indiquant les types de réseaux sous pression ou sous tension puis en précisant les réseaux particuliers sous pression et actifs durant le chantier ;**

Ces réseaux feront l'objet d'un repérage minutieux en phase préparation, une sensibilisation/formation du personnel intervenant à proximité des réseaux à risque sera obligatoire avant intervention.



















Chaque entreprise intervenante doit disposer d'un personnel formé et qualifié pour intervenir à proximité des réseaux. Une information du personnel doit être faite sur la localisation des réseaux et sur les mesures de sécurité à appliquer durant le chantier.

Le marquage ou le piquetage réalisé par le maître d'ouvrage ou par l'exploitant doit être maintenu en bon état de lisibilité durant toute la durée des travaux.

Les modes opératoires devront être adaptés en fonction des réseaux identifiés.

Un balisage complémentaire de précaution pourra être demandé. (Exemple)



 <b>Entrée interdite aux personnes non autorisées</b>	<div> <div>   <b>Oxygène O<sub>2</sub></b>  Matières comburantes </div> <div>   Installation sous pression </div> </div>
 <b>Interdiction de fumer</b>	<div> <div>   <b>Azote N<sub>2</sub> / Argon Ar</b>  Danger d'asphyxie </div> <div>   Installation sous pression </div> </div>
 <b>Flamme nue interdite</b>	<div> <div>   <b>Hydrogène H<sub>2</sub></b>  Extrêmement inflammable </div> <div>   Matières explosives </div> <div>   Installation sous pression </div> </div>
 <b>Téléphone portable, appareils électriques interdits</b>	<div> <div>   <b>Monoxyde de carbone CO</b>  Toxique par inhalation </div> <div>   Matières explosives </div> <div>   Extrêmement inflammable </div> <div>   Installation sous pression </div> <div>   Nuisible pour la santé à long terme </div> </div>
 <b>Interdit aux piétons</b>	
 <b>Arrêt du véhicule</b>	

## 2.6. INSTALLATION DE CHANTIER

### 2.6.1. Cantonnements

Le descriptif des cantonnements est explicité dans le chapitre 5.

### 2.6.2. Clôtures de chantier

**L'Entreprise titulaire du lot 01** mettra en place des clôtures pour fermer le chantier et les entretiendra jusqu'à la fin du chantier. Des portails et des portes fermant à clé seront mis en place pour le passage des véhicules et des piétons.

Les clôtures seront complétées et adaptées à l'avancement du chantier pour que le chantier et la base vie soit toujours parfaitement clos et indépendants.

Sur les clôtures de chantier, des panneaux doivent être mis en place indiquant à minima :

**« Chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire »**

Les clôtures seront lestées / contreventées en fonction de l'environnement et du risque de renversement. Les critères de stabilisation seront liés au vent, à la nature du terrain et à l'exploitation à l'initiative de l'entreprise. Les panneaux de signalisation chantier auront les mêmes critères que les clôtures en termes d'arrimage et de lestage.

Le titulaire mettra en place et entretiendra les signalisations et protections nécessaires au droit des accès aménagés ainsi que dans les zones présentant des risques de chute.

Toutes les circulations piétons seront séparées des circulations véhicules et engins.

## 2.7. CONDITIONS D'ACCES AU CHANTIER

Les entreprises doivent se conformer aux règles du site, notamment pour les accès :

Pour que les compagnons des entreprises accèdent au site de la préfecture ils doivent avoir un laissez passer

### **A) DOCUMENTS A FOURNIR IMPERATIVEMENT AFIN DE BENEFICIER D'UN LAISSER-PASSER**

1) Une lettre du responsable de l'entreprise adressée à **Monsieur le Chef de Cabinet de Monsieur le Préfet de Police** (avec en-tête la raison sociale de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse) précisant :

- Le nom du conducteur de travaux de la Préfecture
- Le nom du responsable de l'entreprise
- La nature du chantier
- Le lieu exact du chantier
- La durée des travaux
- Le nom des personnes intervenant sur le chantier
- La photocopie des premières et dernières pages du document attestant le lien avec la Préfecture de Police (contrat, marché ou O.S.)
- La raison sociale des entreprises employées en sous-traitance.

Elément à joindre au courrier :

- La photocopie d'une pièce d'identité lisible (passeport, carte de séjour, carte nationale d'identité), avec photo et n° de la pièce de chaque employé de la société intervenante.
- Deux photos d'identité format 4cm x 3cm (une pour la carte et une pour archive).
- copie de la carte PRO BTP ;
- formulaire COSA n11752\*02 dument complété pour les non titulaires d'une pièce d'identité française.

Un délai de 3 semaine (à dater du dépôt du dossier) est nécessaire à l'obtention d'un laissez passer

### 2.7.1. Accès chantier

L'accès au chantier se fera au 20 rue Tournon et uniquement réservé au personnel autorisé.

Les accès au chantier seront balisés par l'entreprise titulaire du lot 01.

Les entreprises devront impérativement respecter les accès de chantier véhicules.

les manœuvres devront être accompagnées par un homme trafic.

### 2.7.2. Accès piétons

L'accès se fera depuis la rue Tournon.

Une information claire devra être fournie à tous les intervenants dès l'accueil.

### 2.7.3. Contrôle d'accès au chantier.

L'accès au chantier est strictement limité aux personnes autorisées.  
Un contrôle d'accès avec une carte d'accès.

### 2.7.4. Identification du personnel

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, les travailleurs indépendants, les compagnons, etc., doivent être identifiables sur le chantier par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.

Le registre du personnel doit être disponible en permanence sur le chantier, il est tenu et mis à jour dans son intégralité par l'Entreprise Titulaire de chaque lot.

À tout moment, le coordonnateur SPS doit pouvoir consulter la liste des entreprises et du personnel présent sur le chantier pour pouvoir vérifier l'adéquation des installations d'hygiène aux effectifs présents.

### 2.7.5. Zone de stationnement.

Les véhicules de chantier devront respecter les circulations, les zones d'attente et zones de déchargement qui seront indiquées sur le plan d'installation de chantier.

Les véhicules utilitaires camions, camionnettes doivent libérer l'emprise de la zone de livraison dès le déchargement terminé.

Le chauffeur d'un véhicule en cours de déchargement se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicule de secours se doit de rester dans son véhicule afin d'évacuer celui-ci dès que cette manœuvre lui est demandée.

### 2.7.6. Responsable Sécurité et Hygiène

Tous les ouvriers sur le chantier sont encadrés par une personne " responsable "et physiquement présente qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPPS.

Le ou les noms des personnes figurent au PPSPS des Entreprises.

### 2.7.7. Organisation des livraisons (DHOL)

Chaque entreprise doit s'assurer à l'avance de l'adéquation du matériel de déchargement nécessaire et effectivement présent sur site le jour de la livraison.

Un Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur le chantier (D.H.O.L), servira de base pour chacun des titulaires de marché susceptible de livrer du matériel sur le chantier.

Ce document, pré établi, sera complété sur la base commune et à l'avancement du chantier par L'Entreprise titulaire du lot 01 puis par chaque entreprise pour chacune de ses livraisons.

Il sera envoyé aux fournisseurs avant chaque livraison et devra être annexé aux différents PPSPS des entreprises concernées.

Le titulaire du lot 01 fournira et mettra à jour un plan d'installation de chantier spécifique aux livraisons qui inclura :

- La localisation exacte du chantier à livrer
- Les parkings et aires d'attente
- Le plan de circulation avec les aires de livraison et de retournement
- Les sanitaires dédiés aux chauffeurs
- Les points sensibles : lignes électriques, Câbles, Charges admissibles, etc...
- Les gabarits à respecter jusqu'à l'aire de livraison

Les livreurs n'ayant pas le DHOL rempli avec eux se verront contraints de ne pas décharger leur matériel sur le chantier.

### 2.7.8. Travailleurs étrangers

Il est obligatoire pour un groupe de travailleurs étrangers, qu'il y ait un interprète permanent parlant français afin de communiquer clairement sur les problèmes de sécurité qui demandent une réactivité immédiate.

### 2.7.9. Personnel intérimaire

L'entreprise employant du personnel intérimaire doit s'assurer :

- Que le personnel soit apte à effectuer le travail auquel il est affecté,
- Que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré,
- Que le salarié soit en règle (carte de travail, carte de séjour, etc.),
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc....),
- Que le salarié a reçu une formation renforcée pratique et appropriée en matière de sécurité.

## 2.8. Travaux préparatoires

**L'Entreprise titulaire du lot 01** réalisera pendant la phase préparatoire de ses travaux :

- Les accès au chantier (véhicules, piétons et secours),
- L'implantation des clôtures extérieures et intérieures suivant phasage des travaux,
- Le balisage lumineux sur les clôtures
- Le balisage des voies d'accès piétonnes pour accéder jusqu'à la zone de cantonnement en tenue de ville.
- L'implantation des voies de circulations à l'intérieur du chantier,
- L'implantation des bennes à gravats sélectives

### 2.8.1. Présence de matériaux Dangereux

#### **Information si Présence d'Amiante**

Pas de présence d'amiante selon le rapport N° 040120 du 17/01/2020 réalisé par  
**BDMESURES / 8 Rue Dagorno 75020 PARIS**

#### **Remarque :**

Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante.

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance des rapports amiante et les diffuser à leurs sous-traitants. Les rapports amiante sont fournis dans les pièces du marché.

Dès lors qu'une entreprise travaillera à proximité de matériaux amiantés, elle devra faire apparaître le risque amiante dans son PPSPS avec les mesures prises pour protéger ses ouvriers :

- EPI spécifiques
- Protection mécanique pour éviter tout contact accidentel avec les MCA.
- Formation et Habilitations amiante pour les intervenants

En cas de découverte de matériaux suspect, l'entreprise doit immédiatement arrêter les travaux sur la zone concernée, mettre en place un balisage et prévenir le Maître d'œuvre, le SPS et le Maître d'Ouvrage.

#### **Information si Présence de plomb**

Présence de plomb selon le rapport N° 040120 du 17/01/2020 réalisé par  
**BDMESURES / 8 Rue Dagorno 75020 PARIS**

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance des rapports plomb et les diffuser à toutes les sociétés en sous-traitance. La présence de plomb devra obligatoirement apparaître dans le PPSPS de toutes les entreprises, avec une analyse de risque spécifique.

Les rapports plomb sont fournis dans les pièces du marché.

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT (Article 4532-44-3°)

Selon le mode opératoire et le procédé constructif propres aux entreprises ; les charges financières dues à l'organisation et à l'implantation des conditions de Sécurité et de Protection de la Santé, sont prévues dès le départ dans les prestations à fournir et à réaliser par l'entrepreneur.

À tout moment, et quels que soient les impératifs des plannings de travaux, la prévention pour la Sécurité et la Santé est prioritaire par rapport à tout autre travail.

#### 3.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales (Article 4532-44-3°a)

##### 3.1.1. Plan de circulation.

Un plan de circulation sera établi par L'Entreprise titulaire du lot 01, qui sera chargé de le soumettre au Maître d'œuvre, et au Coordonnateur SPS, dès la phase de préparation.

Sur ce plan doit figurer à minima :

- Panneau de chantier (nota : à fournir par le lot 1)
- Clôture de chantier, portail d'accès chantier
- Lieux de stockage et de dépôt des matériels et matériaux,
- Bennes / bac de tri sélectif,
- Voies d'accès chantier, parking chantier,
- Voie pompière,
- Alimentations chantier en eau, électricité, évacuation EU/EV,
- Cantonnements (réfectoire, vestiaires, sanitaires, douche),
- Salle de réunion (installée en mairie hors prestations de la base vie)

Ce plan sera communiqué à toutes les entreprises intervenantes sur le site, pour intégration dans leur PPSPS.

##### 3.1.2. Les circulations piétonnes destinées aux personnels.

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail sont réalisés en respectant les points suivants :

- Eclairage général des zones où les personnels sont amenés à cheminer.
- Marquage et éclairage des passages piétons
- Les éventuels dénivelés seront compensés par la mise en place d'emmarchements,
- Durant les périodes de gel, l'Entreprise responsable prendra les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.
- Les cheminements des ouvriers seront séparés des cheminements de circulation des engins.

Les cheminements piétons doivent être prévus et sécurisés en tous points, ces derniers sont séparés par des éléments en adéquation avec l'environnement.

En particuliers, la séparation des flux engins/piétons devront se faire par des éléments adaptés et sécurisants.

##### 3.1.3. Circulation des véhicules de chantier.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite s'effectueront sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des véhicules.

Les entreprises prennent toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer une circulation fluide au niveau des voies d'accès et du chantier. (Signalisation appropriée, dévoiement fléché)

##### 3.1.4. Gestion du trafic.

La gestion du trafic est confiée à **L'Entreprise titulaire du lot 01** qui mettra en place un responsable trafic et qui organisera la circulation afin d'éviter un afflux de véhicules entravant les circulations et les aires de trafic hors emprise. Il signalera au Maître d'œuvre les anomalies constatées et sera responsable du contrôle d'accès au chantier.

### 3.1.5. La signalisation et l'éclairage.

Ils sont conformes aux règlements et aux prescriptions du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, lesquels auront le droit de faire installer, toutes clôtures, éclairages et dispositifs supplémentaires qu'ils jugeront nécessaires, pour la sécurité des ouvriers.

### 3.1.6. Accès verticaux.

A chaque phase de l'opération, les moyens les plus adaptés pour les circulations verticales provisoires en sécurité seront mis à disposition de tous les intervenants

**L'Entreprise titulaire du lot 01** mettra en place des escaliers ou emmarchements en nombre suffisant et répartis sur toute l'emprise de l'opération sur chaque dénivelé supérieur à 0,35m.

Les échelles ne seront utilisées que pour des accès occasionnels et ne constitueront en aucun cas des postes de travail en hauteur. **Elles seront utilisées à titre exceptionnel tout en prenant en compte les dispositions réglementaires.**

En cas d'utilisation d'accès préfabriqué, il sera de type ESCALIER et non ECHELLE.

Le stockage de matériel et de matériaux dans les escaliers et sur les paliers est interdit.

En cas de travaux dans un escalier, celui-ci devra être condamné et signalé.

**L'Entreprise titulaire du lot 01** tiendra à jour un plan d'évacuation de secours évoluant en fonction de la mise à disposition des différents accès.

Dans le but de réduire la fatigue et les troubles liés à la manutention, il pourra être prescrit la mise à disposition d'un moyen d'élévation des personnes. Voir 01 « Sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des appareils de levage ».

## 3.2. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles (Article 4532-44-2°b)

### 3.2.1. Moyens de levage.

L'entreprise titulaire de chaque lot fournira dans son PPSPS le détail des moyens de levage qu'elle compte mettre en œuvre en commun.

Chaque levage nécessite la présence d'un chef de manœuvre.

La maintenance et vérifications approfondies des grues à tour et du matériel de levage devront être réalisées préalablement à leurs utilisations.

L'implantation des engins de levage sera proposée par l'entreprise concernée à la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, l'OPC et le Coordonnateur SPS.

Les feux de signalisation seront validés par le Maître d'œuvre.

Mise en place d'un anémomètre avec report d'indication au sol au droit des ouvrages à construire pour les grues automotrices.

Un abonnement auprès du service météorologie est conseillé.

Des dispositifs de gestion des interférences doivent être mis en œuvre pour prévenir les risques de collision.

Un protocole de gestion des grues sera à produire par les entreprises concernées en concertation avec l'équipe de la Maîtrise d'Ouvrage, de Maîtrise d'œuvre, l'OPC et le Coordonnateur SPS, et ce, dès la phase de préparation de chantier.

Les entreprises désirant utiliser les grues à tour feront l'objet d'une demande et d'un accord écrit auprès du gestionnaire.

L'implantation d'une grue mobile sur le chantier devra être approuvée par l'équipe de la Maîtrise d'Ouvrage, de Maîtrise d'œuvre, l'OPC et le Coordonnateur SPS.

Tout survol de charges est strictement interdit au-dessus des voies piétonnes, circulations ou bâtiments en activité.









### 3.2.2. Elingage

L'élingage d'une charge devra être confié à une personne spécifiquement formée.

Cette personne s'assurera de l'adéquation et de la conformité des élingues utilisées.

Elle sera en lien avec le responsable sécurité de son lot qui s'assurera de la conformité de l'engin de levage associé (VGP effectué, pas de désordre apparent).

Elle mettra tout en œuvre pour éviter les risques liés à l'élingage :

-  Décrochage de la charge
-  Rupture de l'élingue
-  Basculement de la charge
-  Coincement des membres
-  Chute d'une partie d'une charge fractionnée
-  Chute de l'élingueur pendant l'accrochage ou le décrochage de la charge

Les zones de levage devront être balisées et repérées, tous ces points devront être repris dans le PPSPS et être associés à des mesures préventives.

Respect du guide de l'élingueur de l'INRS ED6178 et de toutes autres pratiques émanant d'organisation certifiée à prendre en compte.

### 3.2.3. Manutentions des charges et travaux en hauteur.

La préfabrication au sol sera privilégiée afin d'éviter au maximum la réalisation des ouvrages situés en hauteur. L'intégration des protections collectives fera partie de la préfabrication dans la mesure du possible. Dès que l'état de la technique l'autorise, chaque intervenant prévoit l'utilisation de matériels et d'accessoires de manutention, pour réduire autant que possible les manutentions manuelles de matériaux et de matériels, et réduire ainsi les risques de chutes ou de heurts de ces matériaux et matériels (Code du travail, art. R4541-1 et suivants).

Toutefois, lorsque la nécessité de celle-ci ne peut être évitée, en raison de la configuration des lieux ou cette manutention est effectuée, l'employeur doit prendre une organisation appropriée ou mettre à la disposition du personnel les moyens adaptés, en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération.

Les mesures prises pour limiter le recours aux manutentions manuelles, seront décrites dans le PPSPS de chaque entreprise.

Les matériels et accessoires de manutention sont détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.

### 3.2.4. Autorisations de conduite.

D'une façon générale, la conduite des véhicules n'est confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :

- D'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé avec logo.
- D'un permis T
- D'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur et **correspondant à la catégorie du véhicule** suivant la recommandation n° 135 adoptée par le CNT - BTP (application de la recommandation R 372 à partir du 1 janvier 1997).

Les chefs d'entreprises doivent établir et délivrer une autorisation de conduite des engins de chantier à tout conducteur après s'être assuré qu'il est apte médicalement et qu'il est titulaire d'un CACES pour la ou les catégories d'engins concernés ou d'un diplôme.

Les autorisations de conduite devront pouvoir être consultable à tout moment par le SPS de l'opération et par les services de prévention.

#### **Entreprises de travail temporaire**

Si une entreprise fait appel à du personnel intérimaire pour des conduites d'engin, il appartient :

- Au chef d'établissement de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur reconnu apte médicalement et titulaire du CACES pour la catégorie d'engins concernée.

- A l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur d'engin mis à sa disposition est reconnu apte médicalement et est titulaire du CACES pour la catégorie d'engins, et, après l'avoir informé des risques propres aux sites et aux travaux à effectuer, de lui délivrer une autorisation de conduite, pour la durée de la mission.

#### **Location d'engins avec opérateur**

Il appartient à l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur est bien titulaire d'une autorisation de conduite délivrée par son employeur, et après information du conducteur sur les risques spécifiques liés au chantier, de lui délivrer une autorisation de conduite pour la durée de la mission.

### 3.3. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses (Article 4532-44-3°C)

**Afin de ne pas encombrer inutilement le chantier, les approvisionnements seront cadencés en fonction des besoins à court terme.**

Les zones de stockage devront figurer sur le plan d'installation de chantier. La configuration définitive de ces zones sera étudiée sur proposition de l'entreprise, par le Maître d'œuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS.

#### **Règles Générales :**

- Planter le stockage sur une aire horizontale, plane, résistante, dans des zones d'accès facile et bien éclairées.
- Réserver sur les aires de stockage des emplacements spécifiques pour le stockage momentané d'unités de charge incomplètes, détériorées, dont la stabilité est compromise.
- Affecter des passages matérialisés pour les piétons entre chacun des stockages différents
- Matérialisation des aires de stockages par des barrières d'1 m, Grillage ou autre suggestion à partir du moment où le système est clair et entretenu.
- Organiser le stockage pour permettre, le cas échéant, la reprise en sécurité de colis unitaires à la main (hauteur de la pile, accès tout autour de la charge, etc.).
- Ne pas superposer les palettes au risque de créer un effondrement.
- Prévoir un système d'extinction de feu à proximité.
- Lister tous stockages volatiles (attention au vent important sur le chantier)

#### 3.3.1. Lieu de stockage rétrocedé, hors emprise du chantier

Les lieux de stockage seront clos et présenteront le même degré de sécurité que sur le chantier.

#### 3.3.2. Stockage sur la Base vie ou les containers

Le survol de la base vie en activité est interdit.

En cas d'exploitation de toiture en espace de stockage, une note de calcul devra valider cette disposition et être transmise au maître d'œuvre pour avis et au CSPS pour information.

Un affichage précis sur la capacité de surcharge devra être mis en place et l'information devra être transmise à toute personne susceptible d'exercer ce genre de levage.

Une circulation d'1 m minimum sera matérialisée autour de chaque type de stockage.

Pas de stockage supérieur à 1 m. (élingage uniquement de plain-pied)

Pas de stockage à moins d'1 m des garde-corps.

Le stockage sur les containers doit être sécurisé par des garde-corps + accès adéquat.

#### 3.3.3. Produits et matériaux dangereux

Les dépôts et zones de stockage de produits dangereux inflammables ou combustibles doivent être signalés en permanence (à charge de l'entreprise qui effectue le stockage).

En fonction des fiches de données de sécurité des produits employés, les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les dispositions prises pour le stockage, (emplacement, ventilation, signalisation,).

Les déchets, matériaux tels que : matériaux contaminés, produits chimiques, etc., doivent être stockés et enlevés séparément si nécessaire suivant la réglementation en vigueur (classe de décharge, recyclage).

#### 3.3.4. Stockage des déchets et des gravats

Des bennes à gravois avec tri sélectif seront mise en place, à usage de toutes les entreprises de tous les lots. L'emplacement des bennes à déchet apparaîtra sur le plan d'installation de chantier en tenant compte du phasage.

Les stockages ne devront pas permettre l'éparpillement des matériaux légers (ex : polystyrène) en dehors de l'emprise chantier.

L'entreprise responsable surveillera et lèstera tout stockage susceptible de s'envoler.

#### 3.3.5. Produits pétroliers

Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées suivant les réglementations et recommandations existantes.

Les entreprises préciseront au niveau du plan d'installation de chantier pour le titulaire et de leur demande pour les autres, les conditions de ravitaillement et d'entretien des engins et véhicules : ateliers, stockage des huiles usagées.

### 3.4. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres (Article 4532-44-3°d)

#### 3.4.1. Evacuation des gravats.

Le transport des gravois du poste de travail aux bennes doit être effectué journalièrement.

Les camions en sortie du chantier, seront bâchés afin d'éviter toute chute de matériaux sur les voies de circulation.

#### 3.4.2. Nettoyage des abords et des sorties du chantier.

Les abords et les sorties du chantier doivent être maintenus dans un état de parfaite propreté.

Les entreprises veilleront tout particulièrement à ce que les camions soient munis de bâches ou filets pour l'évacuation des gravats et ce dès la sortie des emprises.

Il est entendu que les Entreprises restent seules responsables des dommages et accidents occasionnés par des projections de solides ou de liquides et par chutes de tous matériels ou matériaux dans et hors emprise chantier.

### 3.5. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés (Article 4532-44-3°e)

L'entreprise doit faire appel à des Sociétés compétentes pour l'évacuation et l'élimination des matières dangereuses.

Le Coordonnateur SPS doit pouvoir consulter sur simple demande les justificatifs et certificats d'élimination des produits dangereux.

#### 3.5.1. Mesures de sauvegarde en cas de carence.

Au cas où il s'avérerait impossible d'obtenir cette propreté permanente, la Maîtrise d'œuvre peut, après mise en demeure, faire effectuer ces nettoyages dans un délai à sa convenance et demander l'intervention d'entreprises spécialisées aux frais et risques de l'entreprise titulaire (à charge pour elle de le répercuter aux Entreprises défaillantes).

### 3.6. Utilisation des Protections Collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale (Article 4532-44-3°f)

#### 3.6.1. Protections collectives

**Chaque Entreprise intervenante sur le site est responsable de la sécurité de ses salariés.**

La mise en commun des protections est à privilégier.

Les protections seront laissées en place pour les travaux tant que le risque perdure.

La mise en place et le maintien tout au long du chantier de protections collectives (PC) contre les chutes de hauteur lors des circulations horizontales et verticales des intervenants sur le chantier, ainsi que lors de travaux sur des parties de l'ouvrage à proximité du vide. Il s'agit notamment de :

- Protections périphériques sur plancher, sur balcon, en terrasse
- Protections périphériques des ouvertures verticales (réservation des portes et des fenêtres)
- Protections des escaliers, des trémies
- Protections des réservations aux sols prévus pour le passage des fluides
- ...

Toutes les parties de l'ouvrage en construction où un intervenant va circuler ou travailler doivent être sécurisées par une protection collective pour empêcher les chutes de hauteur, soit au minimum par un garde-corps rigide constitué d'une lisse, d'une sous-lisse et d'une plinthe, ou à défaut par un filet de sécurité.

Dès qu'une partie de l'ouvrage est construite, la continuité de la protection collective doit être assurée dans le temps.

Elle doit donc être installée et maintenue jusqu'à la disparition du risque et peut être modifiée au fur et mesure de l'avancement du chantier.

Le démontage, même provisoire, d'une protection collective est soumis à l'accord préalable de l'Entreprise titulaire responsable de sa mise en place.

Les dispositifs de protections provisoires installés doivent permettre la pose des matériels définitifs sans qu'ils soient déposés. En cas d'impossibilité technique, l'entreprise intervenante installera sa propre protection collective avant la dépose des garde-corps provisoires.

Des règles pourront être établies pour permettre aux entreprises de ne pas intervenir tant que les protections collectives sont dégradées ou absentes. L'entretien et la maintenance de ces dernières seront confiés à une entreprise désignée par le maître d'œuvre.

L'installation des protections collectives définitives doit être prévue le plus tôt possible sur le chantier. Celles-ci constituent une protection durable sous réserve de ne pas gêner l'exécution des travaux.

Le Maître d'œuvre et le Coordonnateur se réservent le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### 3.6.2. Protection des points singuliers

La protection et le balisage des points singuliers est à la charge de chaque entreprise créant le danger. Elles s'assureront lorsqu'elles quittent leur poste de travail que celle-ci ne peuvent pas entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.

Le balisage doit être effectué en fonction du degré du risque,



La rubalise ne protège pas contre les risques.

L'entreprise qui génère un risque doit la protection :

- Poussières : Captation à la source / Confinement / Arrosage
- Bruit / Vibration : solution anti-vibratile / caissons insonorisé / changement de matériel
- Chute de hauteur ou matériaux : Protections collectives rigide, Filets petites et grande maille
- Gaz d'échappement : Appareillage électrique / captation à la source / Filtre à particule
- Produits chimiques : (avec pictogramme danger) respect des fiches de données de sécurité, captation à la source.

### 3.6.3. Harmonisation des dispositifs de sécurité

De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, les entreprises devront installer leurs différents dispositifs de sécurité (Garde-corps, filets, etc....) en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc....) ainsi que de l'emplacement des ouvrages définitifs réalisés par les autres corps d'état.

### 3.6.4. Protections individuelles

Les responsables des Entreprises :

- Mettront à la disposition de leur personnel, les équipements et les protections individuelles normalisées et adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.
- Feront en sorte que leurs salariés portent bien leurs EPI sur le chantier.
- S'assureront de l'entretien et de la bonne tenue de ces protections.

### 3.6.5. Utilisation des accès provisoires

Afin d'optimiser les circulations engins et piétons sur le chantier, **l'entreprise du lot 01** prévoira des prestations d'aménagement et d'entretiens pour les accès provisoires, voire des moyens complémentaires en prestation. (Hommes trafics)

Les accès définitifs, doivent être posés à l'avancement des niveaux à desservir. En cas d'impossibilité, des moyens d'accès provisoire adaptés et sécurisants devront être mis en place.

Le stockage de matériel et de matériaux dans les circulations commune du chantier (escaliers, paliers, voiries, couloirs...) est interdit.

En cas de travaux dans une circulation commune, celle-ci doit être condamné et signalé.

### 3.6.6. Installations électriques

Respect du décret du 14 novembre 1988 modifié en 2011 et de la norme NFC 15-100, Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

L'ensemble des installations électriques provisoires de chantier sera exécuté par du personnel habilité.

L'accès aux locaux électrique se fera exclusivement par du personnel qualifié, formé et habilité conformément à la norme NF C18-510.

Les habilitations électriques devront être consultables par le CSPS ou les organismes de prévention sur simple demande. Le personnel devra porter son titre d'habilitation sur lui.

L'installation électrique de chantier fera l'objet d'un contrôle périodique par un organisme agréé. Le PV de contrôle sera consultable sur simple demande au Maître d'œuvre, Coordonnateur SPS.

### 3.6.7. Installations électriques du chantier.

Les installations électriques de chantier seront réalisées par l'entreprise titulaire de l'installation électrique provisoire de chantier, depuis l'installation initiale (prise de possession de l'emprise des travaux) jusqu'à la fin du chantier.

Les armoires de chantier, montées sur pied, seront à double paroi, munies d'un arrêt d'urgence, d'un dispositif différentiel à haute sensibilité avec des prises électriques en nombre suffisant pour tous les lots et seront en permanence fermées à clé.

Le nombre d'armoires et la répartition sur le chantier sera calculé de façon qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égale à 25 mètres maximum (Cloisonnements compris).

**Les câbles d'alimentation provisoire seront mis en place de sorte à ne pas gêner la mise en œuvre des réseaux définitifs puis remonté le plus haut possible afin que les engins (Transpalette ou autre...) ne soient pas gênés sur leur passage.**

### Installation, entretien et maintenance

L'Entreprise titulaire de l'installation électrique de chantier tiendra à disposition, un technicien qualifié et habilité pendant la totalité de la période d'activité du chantier. Le nom de cette personne sera précisé dans son PPSPS et sur les coffrets de chantier. Il sera chargé du dépannage des installations électriques provisoires.

### 3.6.8. Eclairage de chantier

L'Entreprise titulaire de l'installation électrique de chantier a en charge l'éclairage et le balisage des accès et circulations intérieures et extérieures du chantier ainsi que l'éclairage de secours des circulations et accès intérieurs.

Les niveaux d'éclairement mesurés au sol ou au poste de travail seront conformes aux règles d'éclairage fixées par le code du travail (articles R. 4223-1 à 10).

Extrait ci-dessous des principales valeurs (Seuil minimum)

- Zones et voies de circulations 40 lux
- Escaliers 60 lux
- Zones de travail, vestiaires, sanitaires 120 lux
- Locaux aveugles et postes de travail permanents 200 lux
- Postes de travail avec usage de machine dangereuse 300 lux

L'éclairage de chantier sera installé de manière à ne jamais être occulté par les différents réseaux et cloisons mis en place.

Les éclairages seront non aveuglants (Ballons éclairants, LED ou néon)

#### **Eclairage et prolongateur d'appoint**

Chaque Entreprise devra fournir ses prolongateurs depuis les coffrets de distribution jusqu'au poste de travail. Ces derniers seront conformes à la réglementation en vigueur.

Les prolongateurs de raccordements utilisés en aval des coffrets devront, ne pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur et adapté en fonction de l'environnement (anti choc, projection d'eau etc...)

Le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander à toutes les entreprises, un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier.

#### **Dispositifs différentiels**

Tout branchement terminal destiné à alimenter des appareils mobiles ou portatifs doit être protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité.

### 3.6.9. Ventilation

L'entreprise fournira pour validation au maître d'œuvre et pour avis au CSPS les plans de ventilation pour les espaces confinés et souterrains et les études aérauliques et prendra en compte pour la mise en place, la maintenance et l'entretien des dispositifs de ventilation les points suivants :

- Prises d'air de compensation en surface, en extérieur dans les zones saines
- Alimentation électrique indépendante et secourue
- Conduites rigides et grilles de protection des ventilateurs
- Intégrer les dispositifs de ventilation dans les plans de synthèse et dans les gabarits d'excavation
- Interdire les moteurs thermiques sans filtre à particules

Les entreprises devront privilégier les engins et matériels à moteur électrique.

En cas d'impossibilité technique, le matériel thermique devra être complété par un dispositif ponctuel de captage à la source (type aspiration gaz garage).

## 3.7. Mesures prises en matière d'interactions sur le site (Article 4532-44-3°g)

L'entrepreneur titulaire d'un marché est tenu de participer aux différentes réunions pendant lesquelles la coordination de sécurité sera abordée, notamment en ce qui concerne :



- Le calage permanent du calendrier d'exécution,
- L'organisation de la coactivité,
- L'organisation de la circulation,
- L'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer.

Le titulaire de chaque marché organisera des réunions formelles avec tous ses sous-traitants pour la gestion de la coactivité.

Chaque entreprise présente sur le site (titulaires uniques, Cotraitants ou Sous-traitants, Travailleurs Indépendants et les Employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur le chantier), doit **effectuer chaque jour le nettoyage** de ses postes de travail et l'enlèvement de ses gravats.

**LA CO-ACTIVITE** entre les entreprises impose à chaque entreprise de :

1. Respecter la zone de travail qui lui est dédiée conformément au planning,
2. Ranger son matériel journallement,
3. Utiliser les lieux de stockages prévus,
4. Effectuer chaque jour le nettoyage de ses postes de travail,
5. Evacuer ses gravats et déchets,
6. Respecter les voies de circulation sur l'ensemble du chantier,
7. Remettre en place les protections collectives si elle les déplace,
8. Prendre en compte les risques qu'elle exporte vers les autres entreprises présentes sur le chantier (par un balisage de sa zone de travail),
9. Communiquer au gestionnaire de site toute dégradation ou dysfonctionnement sur les équipements provisoires,
10. Communiquer avec les autres entreprises et l'OPC afin d'éviter les travaux superposés en cas de décalage de planning,
11. Prévenir le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre de toute dérive entraînant des risques pour ses travailleurs.

### 3.7.1. Planification

La planification d'exécution des travaux devra intégrer des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité.

Le planning de réalisation, à établir au démarrage du chantier, fera apparaître chaque phase de travaux des différents corps d'état, continue ou fractionnée ; les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :

- En évitant les programmations simultanées dans une même zone,
- En organisant des interventions successives par zones
- En évitant les travaux superposés, sans mesures spécifiques
- Faciliter les interventions en termes de flux (matériel, matériaux), et de mutualisation des moyens.

### 3.7.2. Dispositions pour interdire les travaux superposés et pour prévenir les risques dus aux chutes d'objet

Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation ou à risque de chute de matériaux (échafaudages divers, ...), seront interdites d'accès au moyen de dispositifs.

Mise en place de protections (filets, platelage, auvents...).

Interdiction matérielle d'accès de certaines zones (ex au droit des bi-mats, nacelle, avec des barrières physiques et fixées + signalisation du risque).

### 3.7.3. Dispositions pour éviter la coactivité des corps d'état différents lors de la réalisation des travaux présentant un risque spécifique (peinture plomb, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudures, travaux bruyants...)

Les entreprises concernées devront prévoir et faire connaître au niveau de leur PPSPS, et mettre en œuvre sur le chantier, toute disposition, moyens de protection, mode opératoire, de façon à ne créer aucun risque et gêne vis à vis des autres entreprises présentes. Selon la configuration du chantier au moment de l'exécution de tels travaux, et si aucune autre solution ne peut satisfaire une coactivité sans risque, d'autres mesures pourront être prises telles que le décalage des travaux. Dans le cas de tels travaux, les zones concernées seront confinées, et signalées par affichages et consignes.

### 3.8. Mise en commun de moyens

Chaque entreprise doit la protection de son personnel et la mise à disposition du matériel adéquat à la réalisation de ses travaux. Certains matériels pourront être utilisés par plusieurs entreprises.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise, ce matériel doit être conforme à la réglementation et en parfait état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt entre le prêteur et l'utilisateur.

### 3.9. Risques majeurs dus à la Coactivité


Les situations de coactivité sont sources de risques et de nature à dégrader les conditions de travail, et devront être identifiées après synthèse des plannings fournis par les entreprises titulaires.

Toutes les entreprises doivent clairement identifier les risques exportés dans leurs modes opératoires (PPSPS) en vue de les maîtriser.

Risques majeurs	Mesures
Circulation routière	- Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation - Respect du code de la route
Circulation des véhicules ou engins	- Respect de la signalisation routière existante ou provisoire - Mise en place éventuelle de débourbeurs
Circulation des véhicules ou engins sur le chantier	- Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation suivant le plan d'emprise chantier - Délimitation des circulations piétonnes
Approvisionnement Evacuation du matériel	-Mettre à disposition un chef de manœuvre, qui vérifiera les appareils de levage des livreurs, s'assurera du port d'EPI puis donnera les instructions appropriées afin de ne pas laisser encombrer les zones de déchargement ou de circulation.
Fouilles	Elles seront balisées sur leurs périphéries <b><u>par des garde-corps placé en tête des blindages</u></b> , un moyen d'accès à la fouille sera <b><u>mis en place pour permettre l'accès en sécurité du personnel</u></b> . Le blindage est obligatoire à partir d'1.30m de hauteur voir moins en fonction de la stabilité du terrain, surcharges de toute nature, et ébranlement dus à la circulation sur les voies carrossables se trouvant à proximité des fouilles. Des moyens de passages sécurisés seront mis en place en cas de franchissement d'une tranchée de plus de 30 cm. Tous moyens nécessaires à une évacuation rapide des travailleurs sont à mettre en place avant le début des travaux. Des mesures telles que creusement de cunette et drainages sont prises pour limiter les infiltrations provenant des eaux de ruissellement. (Pompe à prévoir en complément si nécessaire)
Talus	Les talus seront protégés par des bâches, un accès par escalier métallique sera mis en place dès le début de la fouille. En tête de talus, l'entreprise mettra en place un balisage / Protection rigide afin de prévenir des risques de chute éventuel de véhicule ou d'un piéton.

Risques majeurs	Mesures
	Les talus devront être d'1m sur 1m.
Réseaux enterrés lors de l'exécution des fondations profondes et des terrassements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DICT (voir dernier arrêté de décembre 2016)</li> <li>- Matérialisation des réseaux en surface.</li> <li>- En cas de découverte fortuite, l'entreprise arrêtera ses travaux en cours puis préviendra le maître d'œuvre et le CSPS.</li> <li>- Un périmètre de sécurité sera mis en place sans délai.</li> <li>- Une canalisation d'apparence abandonnée peut générer un risque majeur (explosion, électrocution etc...)</li> </ul>
Chute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ranger son matériel journallement.</li> <li>- Utiliser les lieux de stockages prévus pour son marché.</li> <li>- Effectuer chaque jour le nettoyage de ses postes de travail.</li> <li>- Evacuer ses gravats et déchets.</li> <li>- Le stockage de matériel est interdit dans les zones de circulation.</li> <li>- les câbles et les rallonges électriques ne devront pas encombrer les zones de circulations</li> </ul>
Chute de hauteur	<p>L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs contre les chutes de hauteur notamment dans les regards de visite, avaloirs et fouilles.</p> <p>Protection par la mise en place de garde-corps sera réalisée dès l'apparition du risque de chute notamment après retrait des mâts d'éclairage ou des passerelles</p> <p>Les tampons et les grilles définitives seront mis en place le plus tôt possible.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fermeture des trémies/fouilles en fin de journée puis à l'avancement du chantier.</li> <li>- Protection collective en tête des blindages.</li> </ul>
Brûlure et incendie	<p>Lors d'utilisation de chalumeaux, lances thermiques, toutes les précautions seront prises pour éviter la propagation d'un incendie et les brûlures.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il sera veillé au bon état des raccords et flexibles d'alimentation, des chalumeaux et lances. Il est impératif que des dispositifs anti-retours équipent ces appareillages.</li> <li>- Extincteurs sur site pour combattre un début d'incendie.</li> </ul>
Risques dus au bruit	Utilisation de matériel insonorisé, et dans tous les cas d'un niveau sonore inférieur au seuil de nuisance réglementaire.
Poussières de déconstruction, ou lors de découpe, décapage etc...	<p>Pour limiter la dispersion des poussières, La priorité sera de mettre en place des systèmes avec captation à la source par aspiration filtrée.</p> <p>Un arrosage devra être fait si cela s'avère nécessaire même en cas d'absence.</p>
Risques dus au gaz d'échappements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ensemble des entreprises doit utiliser du matériel électrique.</li> <li>-Captation des gaz à la source avec un système spécifique et une extraction dans un lieu vers l'extérieure (hors coactivité)</li> <li>-L'utilisation d'engins ou d'outillages à moteur thermique devra être validée par l'Entreprise dans le respect de l'environnement.</li> <li>- En cas d'impossibilité technique les engins devront être munis de filtre à particules et utiliser le carburant le moins polluant.</li> <li>-L'Entreprise titulaire de chaque lot tiendra à jour la liste de ces matériels et de leur entretien.</li> </ul>
Risques dus à l'application de produits (colles, vernis etc..) pouvant nuire aux personnes	Mise en place d'aspiration avec filtration chimique à très haute efficacité
Renversement de personnes	- La circulation du personnel devra être indépendante de celle des engins de manutention
Risques dus aux travaux superposés	Dispositions pour interdire les travaux superposés :

Risques majeurs	Mesures
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches</li> <li>- Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation (trémie d'ascenseur...), seront interdites d'accès au moyen de dispositifs permanents.</li> <li>- Dans le cas de superposition de tâches, l'entreprise créant le risque mettra en place les protections nécessaires.</li> <li>- Mise en place de protections (filets, platelage, d'auvent, tunnel...)</li> </ul> <p>Interdiction matérielle d'accès de certaines zones, information du risque. Les trémies ascenseur seront maintenue fermée par des dispositifs toute hauteur (type Gémagrille) en attendant la mise en place des portes palières.</p>
Utilisation de produits dangereux	<p>Les entreprises devront informer le coordonnateur SPS, au plus tard lors de l'inspection commune, de la mise en œuvre sur leur chantier de produit toxique et fournir les Fiches de données de Sécurité. Dans tous les cas essayer de prévoir, en accord avec le coordonnateur SPS, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre la mise en œuvre de produits moins dangereux. Si cela n'est pas possible l'entreprise devra son affaire des conséquences en termes de délimitation de zone de travail, ventilation spécifique et toutes sujétions affairant à la spécificité de l'utilisation de ces produits.</p>
Chutes de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accès aux zones prévisibles de chute doit être formellement interdit par des clôtures et/ou gardienné</li> <li>- mise en place de protections au-dessus des accès et circulations piétons</li> <li>- proscrire les travaux superposés</li> <li>- prévoir des protections pour les projections en périphérie (bâches, filet, contreplaqué.)</li> <li>- Stabilité des coffrages en élévation</li> <li>- mise en place de protections au-dessus des accès et circulations.</li> </ul>
Renversement d'engins de terrassement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à la stabilité des sols et planchers d'évolution.</li> <li>- Les vérifications périodiques des engins doivent être effectuées et renouvelées</li> <li>- Formation et autorisation de conduite des conducteurs d'engins</li> </ul>
Risques de glissades	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un lave-bottes sera prévu à l'entrée principale de la base vie</li> <li>- les circulations piétons et véhicules seront régulièrement nettoyés</li> </ul>
Risques dus aux travaux de levage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de la stabilité des ouvrages.</li> <li>- Réaliser un maximum d'opérations (montage, assemblage, etc.) au sol</li> <li>- Des aires de montée de charges et des couloirs de circulations de charges seront délimitées sur les plans d'installation de chantiers (même temporaire).</li> <li>- Les zones situées à l'aplomb des zones de levage seront interdites d'accès pendant la manœuvre.</li> <li>- La manutention des éléments lourds et/ou volumineux sera dirigée par une personne habilitée et se fera uniquement à l'aide d'engins de manutention ou de levage homologué.</li> </ul>
Poussières	<p>Pour limiter la dispersion des poussières, prévoir :</p> <p>Captation à la source / Confinement / Arrosage</p> <p>En cas de manque d'eau ou d'inefficacité de la protection, le poste devra être arrêté sans délai</p>
Risques matériaux dangereux (amiante, plomb, Pollution, etc...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous travaux sur les matériaux existants devront être validés par l'entreprise titulaire de chaque lot qui vérifiera l'absence ou non de matériaux dangereux (amiante, plomb, pollution, etc...) en fonction des diagnostics fournis dans le DCE.</li> </ul> <p>En cas de manque dans les diagnostics avant travaux ou de découverte, l'entreprise concerné isolera la zone de travaux et en avertira le maître d'œuvre et le CSPS</p>
Travaux à moins d'1,50 mètre de câbles électriques ou réseaux gaz	<p>Toutes les opérations de terrassements ou de travaux <b>à moins d'1,50 mètre de câbles électriques</b> seront confiées à une équipe où l'une des personnes qui sera qualifiée, formée et habilitée conformément à la norme NF C18-510. Cette</p>

Risques majeurs	Mesures
	personne aura la connaissance des dangers électriques et des risques qu'ils comportent ainsi que les mesures à prendre devant ces dangers.
Engravures, Bouche à clefs, Regards d'assainissement	<p>Les obstacles pouvant présenter des risques à la circulation des travailleurs dans l'emprise du chantier seront balisés par des barrières fixes.</p> <p>Dès que les obstacles sont situés en dehors de la zone du chantier, ceux-ci sont balisés par des séparateurs (type K 16) lestés, ou tout autre moyen équivalent.</p> <p>Les engravures seront biseautées et ne présenteront pas de dénivellées brusques.</p> <p> Risque H2S à prendre en compte</p>

## Protections par type de travaux

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des protections énumérées n'est pas exhaustive. Les entreprises devront compléter les protections prévues en le précisant dans leur PPSPS.

- *Principe fondamental : l'entreprise qui crée le risque met en place les protections adaptées.*

### 3.9.1. Risque électrique

Les employeurs ne doivent confier les travaux ou opérations sur des installations électriques, ou à proximité de conducteurs nus sous tension, uniquement aux personnes qualifiées pour les effectuer.

Ces personnes qualifiées doivent avoir une connaissance des règles de sécurité dans le domaine électrique, adaptée aux travaux ou opérations à effectuer.

L'accès aux locaux ou emplacements à risques particuliers de choc électrique mentionnés à l'[article R. 4226-9](#) du code du travail est réservé aux personnes titulaires d'une habilitation appropriée.

Une copie des habilitations C18510 sera présente dans le registre de sécurité.

Au fur et à mesure de leur mise en place, les installations seront condamnées en position d'ouverture pour éviter toute mise en service accidentelle par un tiers.

### 3.9.2. Protection contre le bruit et vibrations

Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- Réduction du bruit à la source.
- Encoffrement de la source (exemple : ventilateurs, etc.).
- Suspension anti-vibratile.
- Eloignement des machines.
- Protections individuelles.

### 3.9.3. Travaux dans réseaux d'assainissement

Dans le cas de travaux en milieu confiné ou intervention impliquant l'ouverture d'un ovoïde, les entreprises mettront à la disposition de leur personnel, les équipements et les protections individuelles normalisées et adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention :

- Appareils respiratoire spécifiques normalisés et vérifiés.
- Corde de sauvetage d'au moins 12 m de longueur pouvant résister à une charge de 150 daN
- D'un détecteur 4 gaz (H2S, O2, CO2, Explosivité)
- De moyen de communication et d'alerte.
- De deux lampes de sécurité, l'une en surface, l'autre au poste de travail.
- Dispositif anti chute.
- D'une lampe individuelle de sécurité.
- Toute(s) autre(s) protection(s) nécessaire(s) au poste de travail.
- Contrainte de travaux en fonction de présence d'hydrogène Sulfurée (voir Fiche toxicologique FT32 de l'INRS)
- Pas de travaux par points chauds

Les équipements mis à disposition du personnel doivent être vérifiés selon la prescription du fabricant.

Chaque intervenant doit avoir reçu la formation adéquate à l'utilisation et au port des équipements de protection utilisés conformément à la réglementation en vigueur.

#### 3.9.4. Risque Amiante

Avant toute intervention, l'entreprise concernée doit procéder à une évaluation des risques et définir les modes opératoires concernant :

- ⇒ La présence de matériaux dangereux amiante (plan de retrait, gestion des déchets, etc.),
- ⇒ Des sujétions d'environnement (réseaux existants enterrés, circulation, etc.).

Les travaux respecteront la réglementation en vigueur, l'entreprise prendra en compte toute modification de loi ou décret au cours de ses travaux.

- ⇒ **Un repérage visuel des matériaux amiantés diagnostiqués devra être effectué avant le début des travaux**

- ⇒ Il sera établi un Plan de retrait préalable de l'amiante et des matériaux en contenant, ce plan est soumis à l'avis du Médecin du travail et du CHSCT. Il est transmis **30 Jours** avant le démarrage des travaux à : l'Inspecteur du travail, la CARSAT ou CRAMIF, et L'OPPBTP

- ⇒ L'entreprise préviendra les organismes de son intention de commencer les travaux (48h avant)

#### **Le plan de retrait ne remplace pas le PPSPS**

Mesures générales de protection attendues dans le PPSPS

Délimitation de l'espace de travail : Barrières / Confinement et isolement de la zone d'émission de poussières  
Balisage et Signalisation : Chantier interdit au public, Danger Amiante, Port des EPI spécifiques, règles d'hygiène et Pictogramme réglementaire

Contrôle de confinement : Test fumée, Mise en dépression (Protection physique anti-heurt ou arrachement en cas de passage limitrophe aux confinements).

Consignation des réseaux : les travaux pourront commencer qu'après consignation des réseaux circulant dans la zone (PV).

Restitution des locaux : Contrôle d'empoussièrement obligatoire permettant d'assurer l'absence totale de présence d'amiante suite aux travaux. (Analyse META) Ce contrôle est effectué en maintenant la zone en dépression.

Tout appareillage (aspirateurs, extracteurs, coffrets de chantier, éclairages, moyens d'élévations (ex : échafaudage ou PIR(L)) devront avoir été dépollués avant leur sortie de zone ou auront été mis en sac « amiante » pour une dépollution dans un autre site (agréé).

Déchets : étiquetage "amiante" puis stockage dans une zone fermée, isolée puis signalée (amiante) Cette zone sera de préférence à proximité de la zone de désamiantage.

Toute circulation des déchets dans le bâtiment devra se faire sans Co activité.

En cas de recouvrement ou encoffrement, l'entreprise mettra en place une signalisation provisoire de chantier sur les matériaux laissés en place. Un plan précisera les emplacements des matériaux amiantés toujours en place, celui-ci sera diffusé aux autres intervenants sans délai.

Afin d'éviter les risques, le retrait total devra rester prioritaire.

Le chef d'entreprise doit mettre à la disposition des travailleurs susceptibles d'être soumis à des expositions brèves mais intenses un vêtement de protection et un équipement individuel de protection respiratoire anti poussières approprié. Il veillera à ce que la zone d'intervention soit signalée et ne soit ni occupée ni traversée par des personnes autres que celles qui sont chargées de l'intervention.

Textes INRS sur les travaux de retrait ou d'encapsulage d'AMIANTE (ED6091).

#### 3.9.5. Risque plomb

Les entreprises devront impérativement prendre connaissance du dossier de repérage joint au dossier DCE et prendre les mesures de prévention et de santé pour leur personnel.

L'Entreprise ayant des travaux sur des supports plombés informera d'une part, toutes les entreprises et leurs salariés sur l'état des risques d'accessibilité ; et d'autre part prendra toutes les dispositions réglementaires pour ce type de travaux (mode opératoire, protection et hygiène du personnel, gestion et suivi des déchets, etc.) Voir dossier de l'INRS ED 909 et l'aide au choix d'une solution technique OPPBTP A4G0501.

Les mesures de prévention de base seront prises selon les prescriptions suivantes non exhaustives :

- Choisir la technique d'intervention la moins polluante possible, notamment vis-à-vis de la concentration en plomb.



- Informer le médecin du travail et le CHSCT (ou les délégués du personnel).
- Choisir les équipements de protection individuelle adaptés à la technique
- Informer les salariés sur le risque plomb à l'aide de la notice prévue à cet effet.
- Former les salariés (technique employée, équipements de protection, nettoyage du chantier, évacuation des déchets, entrée et sortie de la zone de travail, hygiène générale, interdictions) ; le formateur doit être compétent vis-à-vis du risque plomb.
- Prévoir l'installation des locaux de proximité : vestiaires, sanitaires et réfectoire.
- Choisir le mode de tri, de stockage et d'élimination des déchets, et mettre en place la procédure de cheminement et d'évacuation.
- Définir les moyens d'aide aux manutentions.
- Repérer les différents réseaux à l'intérieur des zones afin d'organiser la neutralisation de ceux pouvant présenter un risque lors des travaux.
- Aménager un local inaccessible au public pour stocker les déchets
- Rendre et maintenir le chantier inaccessible au public.
- Faire mettre hors service les installations existantes (gaz, électricité...) situées dans la zone de travail et pouvant présenter des risques pour les intervenants.
- Eclairer la zone de travail à l'aide d'appareils de classe II (double isolation) : projecteur mobile IP 447, baladeuse IP 45 d'une protection mécanique (verrine ou grille métallique).
- Assurer un nettoyage régulier de la zone de travail ; proscrire le balayage
- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage.
- Fournir au maître d'ouvrage un plan indiquant les parois ou éléments contenant toujours du plomb après recouvrement ou encoffrement (DIUO + Signalisation chantier)

Un repérage visuel des zones plombées devra être effectué dès le démarrage des travaux puis des protections adéquates devront être mise en œuvre afin de protéger les intervenants de toute manipulation accidentelle.

Il sera privilégié de retirer ces matériaux au lieu de les encapsuler.

Des tests de lingettes devront être effectués dans la base vie et toute pollution entraînera une fermeture de celle-ci aux frais de l'entreprise concernée par les travaux de déplombage.

#### 3.9.6. Travaux de curage

Des travaux préliminaires de curage seront réalisés préalablement à l'intervention de traitement des MCA (déménagement du mobilier, montage d'échafaudages, consignation de réseaux, etc. Les équipements de protection collective ou individuelle spécifiques au risque amiante seront déterminés après évaluation préalable.

L'entreprise titulaire devra réaliser une étude visant à vérifier la résistance des planchers, et plus généralement la stabilité générale des ouvrages.

En fonction des résultats, elle mettra en place des étalements en nombre suffisant pour permettre la circulation des ouvriers en toute sécurité.

Si l'évaluation des risques identifie un risque amiante pour les intervenants, l'entreprise chargée du curage mettra en place les mesures de protection et de contrôle adaptées. Ces mesures devront être décrites dans le mode opératoire établi conformément aux règles fixées pour les activités et interventions sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Préalablement aux travaux de curage, l'entreprise titulaire fera réaliser un marquage des matériaux amiantés ou contenant du plomb. Le marquage sera réalisé au moyen de bombe de peinture avec des couleurs différentes en fonction des matériaux. (Amiante, plomb)

La signalisation mise en place sera détaillée dans le PPSPS de toutes les entreprises.

##### Risque aviaire :

Pendant le curage, les ouvriers chargés du déblaiement des encombrants devront être équipés de combinaisons jetables, masques, gants.

Les intervenants sur le curage à proximité des MCA devront être formés « Amiante, sous-section 4 » et sensibilisés sur chaque zone à risque de dispersion de MCA.

## 3.9.7. Terrassements

### Sans objet

Les obstacles pouvant présenter des risques à la circulation des travailleurs dans l'emprise du chantier seront balisés par du grillage orange de 90 cm de hauteur.

Dès lors qu'il existera une différence de niveau de plus de 0.60m, il sera mis en place des gardes corps rigides. Les engravures seront biseautées et ne présenteront pas de dénivelées brusques.

Des cheminements séparés des voies de circulation des engins seront réalisés pour les ouvriers.

Prévoir des largeurs de rampes suffisantes pour le croisement des engins.

Quand il est créé des rampes et plates-formes avec des produits de déconstruction, s'assurer de l'homogénéité des matériaux utilisés, prévoir des talus de pentes compatibles avec les matériaux utilisés (éliminer poutres, fers, matériaux pulvérulents).

Décharge : Les matériaux impropres seront évacués à la décharge ou mis en dépôt définitif. L'entreprise devra soumettre les zones de décharge au visa du Maître d'Œuvre.

Le stockage temporaire sur les accès est interdit.

## 3.9.8. Moyens d'élévation du personnel.

### Règles Générales

L'utilisation de moyen d'élévation du personnel doit se faire par du personnel spécifiquement formé à son utilisation qui s'assurera avant chaque utilisation :

- Du contrôle périodique
- Du respect des surcharges
- Du respect des recommandations constructeur

Les règles et recommandations du constructeur et des organismes CRAM, OPPBTP, INRS doivent être strictement appliquées pour chaque phase d'utilisation des appareils y compris le montage et le démontage. Tous ces moyens doivent être équipés de protection collective intrinsèque ou ajoutée pour certains risques liés à l'environnement.



- Risque de chute de hauteur (intrinsèque)
- Risque de cisaillement (Barrière pleine grande hauteur)
- Risque de chute de matériaux (Filet de recueil / interdiction physique d'accès / Tunnel)
- Risque de chute de plain-pied (Accès sécurisé)



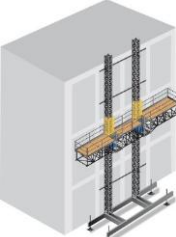
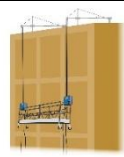
L'entreprise concernée par le montage de ces moyens devra maintenir à disposition des organismes, de la maîtrise d'œuvre, et du CSPS, dans son registre de sécurité, les PV de réception et les attestations de formation des personnes habilitées à les utiliser.

La vérification périodique de ces moyens d'élévation doit se faire par du personnel spécifiquement formé.

Un double des vérifications est clairement affiché au droit des appareils avec la date de la prochaine vérification périodique prévue.

 Tout appareil présentant un contrôle périodique dépassé devra être systématiquement interdit d'utilisation et consigné par les opérateurs.

	<p><b>La Plateforme Individuelle Roulante Légère</b> L'état général des PIR, PIRL, doit être vérifié par les utilisateurs avant chaque utilisation.</p>
	<p><b>Echafaudage Roulant</b> Aucun travailleur ne doit se trouver sur l'échafaudage roulant lors de son déplacement. Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le contenu de cette formation comporte, notamment : 1) La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage 2) La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;</p>

	<p>3) Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;</p> <p>4) Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;</p> <p>5) Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;</p> <p>6) Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.</p>
	<p><b>ECHAFAUDAGE FIXE</b></p> <p>L'accès aux différents paliers d'échafaudage devra se faire à partir d'une tour <u>escalier</u>. Les plateaux munis d'échelles seront mis en place aux extrémités de l'échafaudage pour palier à une évacuation.</p> <p>L'entreprise en charge de l'échafaudage vérifiera chaque jour la bonne tenue de l'échafaudage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plinthes mises en place</li> <li>• Circulation dégagée</li> <li>• Pas d'éléments de structure ni de sécurité manquante</li> <li>• Contrôle périodique à jour</li> </ul> <p>Une sapine de levage équipée d'un treuil adapté aux différentes charges à monter devra être installée et contrôlée par un organisme compétent.</p>
	<p><b>PLATEFORMES ELEVATRICES MOBILES DE PERSONNEL (P.E.M.P)</b></p> <p>Les PEMP doivent faire l'objet d'une vérification périodique par un organisme agréé.</p> <p>Leur utilisation ne doit être confiée qu'à du personnel formé</p> <p>Les personnes utilisatrices de nacelle veilleront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Vérifier que les zones et voies de circulations soient dégagées de tout encombrant</li> <li>➤ Veiller à respecter les surcharges admissibles</li> <li>➤ Désigner une personne au sol pour appeler les secours (ayant connaissance de l'utilisation de la nacelle)</li> </ul>
	<p><b>BI MATS</b></p> <p>Prévoir un balisage rigide en pieds (barrière 2m de hauteur) interdisant le passage sous l'appareil et</p> <p>Prévoir une barrière de 2m sur les côtés afin d'éviter tout risque de cisaillement avec d'autres appareils éventuels.</p> <p>Prévoir un accès sécurisé.</p> <p>Prévoir un éclairage et éclairage de secours (BAES)</p> <p>Prévoir un coffret électrique</p>
	<p><b>LIFT de Chantier avec Liffier (extérieur)</b></p> <p>Prévoir un balisage rigide en pieds et sur les paliers d'une hauteur suffisante afin d'éviter tout risque de cisaillement.</p> <p>Prévoir un éclairage et éclairage de secours (BAES)</p> <p>Passerelle des portes palières avec garde-corps sur 2m pour le cisaillement et la chute.</p>
	<p><b>Nacelles Volantes ou plateformes suspendues</b></p> <p>Leur usage est interdit pour une utilisation courante</p>

### 3.9.9. Equipements de protection individuelle du personnel (exclusivement à la charge des entreprises)

Les responsables sécurité des Entreprises titulaires d'un lot :

- Mettront à la disposition de leur personnel, les équipements et les protections individuelles normalisées et adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.
- Feront en sorte que leurs salariés portent bien leurs EPI sur le chantier

- Feront en sorte que leurs sous-traitants et prestataires portent bien leurs EPI sur le chantier
- S'assureront de l'entretien et de la bonne tenue des protections.

**L'entreprise titulaire du lot 01** tiendra à disposition des casques, bottes et gilets réfléchissant pour les visiteurs.

#### 3.9.10. Utilisation de harnais de sécurité (hors métier de travail sur corde)

Conformément à la réglementation, le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur, que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

**Il sera autorisé uniquement dans le cas où des protections collectives seront physiquement impossibles à mettre en place.**

Dans ce cas, l'entrepreneur devra désigner une personne compétente qui s'assurera que les points d'ancrage sont sûrs, résistants et en nombre suffisant. L'accès au premier point d'ancrage devra se faire en sécurité. Elle vérifiera l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc..) pour chaque salarié. Elle surveillera en permanence l'exécution des travaux. Le personnel utilisateur du harnais devra être formé à son port.

#### 3.9.11. Mise en place de filets antichute

Le filet de sécurité est un dispositif de protection collective qui n'empêche pas les chutes. Il ne fait que les arrêter et en diminuer les conséquences.

Il est donc nécessaire de l'installer et de l'utiliser correctement en respectant les principes suivants :

- Effectuer une évaluation préalable pour déterminer la meilleure organisation pour le travail en hauteur et l'équipement adapté,
- Choisir du matériel conforme à la norme NF EN 1263-1 et validé par contrôle,
- Monter les filets conformément au manuel d'instructions du fabricant,
- Employer du personnel compétent (correctement formé) au montage, au contrôle, à l'entretien et au démontage des filets et des accessoires d'accrochage,
- Assurer un suivi rigoureux du bon état et de la validité des filets.

#### Marquage

Les filets de sécurité sont marqués du nom, de la marque du fabricant ou de l'importateur, des désignations et numéro d'identification, de l'année et du mois de fabrication et de la résistance minimum.

#### Manuel d'instructions

Le manuel est relatif à l'utilisation et à la mise en œuvre des filets de sécurité et doit être joint à chaque fourniture de nappes de filets. Il doit être disponible en français et, si nécessaire, dans la langue de l'utilisateur. Le filet de sécurité est un équipement de travail. Il est donc soumis aux obligations réglementaires relatives à :

- L'adéquation,
- La solidité,
- Les vérifications,
- La conformité,
- La réception, le transfert de propriété, les utilisateurs multiples,
- La formation des utilisateurs.

#### MESURES DE PRÉVENTION

Avant toute installation de filets, le chef d'entreprise procède à une analyse des besoins, et des contraintes du site.

L'analyse des besoins doit notamment prendre en compte :

- Les conditions d'installation (hauteurs de chute, tirant d'air en cas de chute...),
- Les zones à protéger,
- Les phasages et évolutions de la protection par filets, l'évaluation des charges susceptibles d'être recueillies, les conditions d'accès et d'approvisionnement,
- La présence successive ou simultanée de plusieurs entreprises, le nettoyage et l'inspection régulière des filets.

L'analyse des contraintes liées à l'ouvrage et l'environnement doit notamment prendre en compte :

- La nature des travaux à réaliser, leurs phasages et leurs durées,
- Les caractéristiques de l'ouvrage concerné et la nature des matériaux le constituant,
- Les restrictions par rapport aux possibilités d'accrochage,
- La localisation des obstacles à éviter (tuyauteries, gaines, escaliers...),

- Les contraintes d'accès,
- Les contraintes de circulation sous le filet.

**Dispositifs et techniques à utiliser**

- Les dispositions d'accrochage des filets doivent être conformes au manuel d'instructions du fabricant,
- Choisir des accessoires d'accrochage en complément des cordes d'attache suivant les préconisations du fabricant,
- Espacer les points d'accrochage comme indiqué dans le manuel d'instructions,
- S'assurer de la résistance requise pour les points d'accrochage.

**Méthode de mise en place et de dépose des filets**

Les moyens d'accrochage et de dépose du filet doivent être étudiés préalablement à leur installation.

- Étudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP,
- En cas d'impossibilité, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes. Dans ce cas, s'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection,
- Pour la dépose, à l'utilisation de perche pour couper les estropes.

**Pose des filets**

Placer les filets le plus près possible du plan de travail, de façon à réduire la hauteur de chute.

Tendre les filets.

Respecter sous l'ensemble du filet une hauteur libre suffisante.

Réserver entre les nappes un recouvrement suffisant.

Faire en sorte que l'espace libre entre les bords de la nappe et l'ossature ne puisse laisser passer un corps humain ou que la nappe déborde suffisamment la zone de travail.

**Réception des filets**

Il est impératif de réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus sous leur protection.

Un procès-verbal est établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres et le poseur. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable.

Le procès-verbal est établi par le poseur et signé par le poseur et le donneur d'ordre.

Le donneur d'ordres veille au maintien des filets dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception.

En cas de modification de l'installation, un nouveau procès-verbal est établi.

L'analyse des besoins et le procès-verbal de réception des filets doivent pouvoir être présentés à la demande du Service prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Caisse régionale lors d'une visite de chantier.

**Vérification régulière des filets en service**

Le chef d'entreprise dont le personnel travaille avec la protection des filets doit s'assurer du maintien en bon état par une vérification régulière confiée à une personne compétente. Cette personne doit vérifier notamment au moins une fois par semaine le bon état des filets, leur tension, la bonne conservation des systèmes de fixation et des points d'accrochage.

Il convient de :

- Changer les nappes présentant une seule blessure de cordonnet ou une seule rupture de maille ou donnant des signes d'usure, ainsi que les nappes ayant récupéré un homme ou une masse au moins équivalente ; si une réparation doit être envisagée, la faire effectuer par le fabricant du filet ou par une personne spécialement formée ;
- Renforcer ou remplacer, autant que de besoin, appareils de fixation et points d'accrochage.

**Utilisation des filets**

L'entreprise qui travaille avec les filets en protection :

- S'assure que les vérifications régulières sont bien effectuées et enregistrées,
- Protège les nappes de filets contre les projections de matières incandescentes provoquées par les travaux de soudage ou de découpage au chalumeau, contre les parties tranchantes et contre les produits ou atmosphères corrosifs,
- Veille à la stabilité des matériels et produits entreposés en surplomb des filets,

- S'assure de la présence effective d'une protection collective (garde-corps ou filets sur consoles) en rive des plans de travail,
- S'assure du maintien de la hauteur libre suffisante sous le filet,
- Enlève au fur et à mesure les matériels et matériaux tombés dans les filets,
- Rappel : ne rien jeter dans un filet de sécurité.

**Mise à disposition des filets pour plusieurs entreprises**

Si plusieurs entreprises bénéficient de la protection par filets ou si le monteur est différent de l'utilisateur, les entreprises concernées doivent transmettre leurs besoins au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre.

Chaque nouvelle entreprise intervenant avec la protection du filet vérifie l'état de la protection.

Le rapport de vérification annexé au procès-verbal de réception peut servir de support aux vérifications ultérieures. Il sert à la traçabilité de la transmission entre utilisateurs ; il est établi avant l'intervention de toute entreprise.

**Compétences et information des intervenants**

L'ensemble des opérateurs destinés à concevoir, installer, poser, déposer et entretenir des filets de sécurité doit avoir reçu une formation sur la conception, la pose / dépose, la vérification / réception, la maintenance et l'entretien.

### 3.10. Travaux en hauteur

Les entreprises mettront tout en œuvre afin de travailler en sécurité.

Les mesures ci-dessous devront être appliquées dans l'ordre :

**Éviter le risque** (exemples) : techniques d'assemblage au sol de charpentes mises en place à l'aide d'une grue, équipement d'éclairage monté sur des systèmes permettant la descente et la remontée pour la maintenance...

**Évaluer les risques** qui ne peuvent être évités, en ne se limitant pas à ceux liés directement à l'effet de hauteur (valeur du dénivelé, fréquence des accès, temps d'intervention) mais en analysant tous les risques présents à ce poste ou liés au travail à réaliser (glissade sur la surface d'évolution, passage à travers une surface fragile, risques électriques dus à la présence de câbles sous tension accessibles, présence d'éléments mobiles ou de charges en mouvement, coactivité...).

**Combattre les risques à la source** : mettre en place des protections appropriées après évaluation (comme un garde-corps).

**Donner la priorité aux mesures de protection collective**, en privilégiant les installations permanentes ou en utilisant des plates-formes élévatrices de personnel, des échafaudages... En cas d'impossibilité technique, prévoir l'utilisation d'équipements de protection individuelle contre les chutes (systèmes d'arrêt de chute, harnais, et points d'ancrage réglementaire...).

**Donner les instructions appropriées aux travailleurs** : formation obligatoire à l'utilisation des équipements de travail assurant une protection collective, instructions et entraînement pour le port des équipements de protection individuelle de cet équipement.

## 4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER (Article 4532-44-4°)

### 4.1. Contraintes d'accès au chantier

L'entreprise du lot 02 présentera en phase de préparation un plan de circulation, d'accès et des clôtures de chantier approuvé par :

- La préfecture de police
- Les services techniques de la Ville
- Les exploitants
- Le Maître d'ouvrage
- Le maître d'œuvre
- L'OPC
- Le CSPS

### 4.2. Autres activités et autres Maîtres d'Ouvrages :

Les entreprises devront prendre en compte tous les chantiers environnants, suivant le phasage des travaux et les premières réunions en phase de préparation de chantier.



Dans le cadre des travaux, d'autres **Maîtres d'Ouvrage** pourront être amenés à intervenir sur ce chantier. Concernant leurs propres prestations, ils les réaliseront en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil.

En particulier, les **Maîtres d'Ouvrage se concerteront** pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L. 4531-3. A ce titre, **ce P.G.C.S.P.S. sera remis aux Maîtres d'Ouvrage concernés.**

Chantiers à proximité de l'opération :  
Non répertoriés à ce jour

#### 4.2.1. Concessionnaires

La proximité et la présence, dans l'emprise des travaux, de réseaux enterrés ou aériens, est un élément important à prendre en compte par l'entreprise.

L'entreprise devra respecter : les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant le cas échéant les réponses aux demandes de mise hors tension, les plans et, le cas échéant, les recommandations spécifiques au chantier issues des DT et des DICT et fournis par le responsable du projet ou par les exploitants des ouvrages.

Lorsqu'une opération se déroulant sur le même site et dans le même temps, une concertation interopérations doit être réalisée afin de réduire les risques interférents et ce conformément à l'Article L. 4531-3 du Code du Travail / (Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007) « Concertation des maîtres d'ouvrage ».

Une attention particulière est à donner durant la phase travaux portant sur les ouvrages situés à proximité ou dans les emprises de l'Opération du présent PGC.

Afin d'éviter le risque d'interférence il sera suggéré :

- L'interdiction de toute coactivité entre les entreprises intervenantes pour le compte des concessionnaires et les entreprises du marché concernant le présent PGC ;
- De veiller à ce que toutes les signalisations, protections d'ouvrages et d'accès, soient maintenues en place ;
- Que les emprises travaux réquisitionnées par les concessionnaires soient gérées sous leur propre responsabilité, avec leur propre CSPS ;
- Que les plannings d'interventions et plans de phasages soient transmis à l'ensemble des intervenants du marché concerné, et ce, préalablement à toutes interventions.

En aucun cas, les différentes entités autres que celles prévues au marché du présent PGC ne devront dépasser les zones d'emprise de chantier en cours d'activité, définies avec les équipes de maîtrise d'œuvre ; en revanche si elles devaient être amenées à y circuler ou y travailler, elles devraient effectuer les démarches nécessaires pour y être autorisés auprès du Maître d'Ouvrage, en collaboration avec l'entreprise principale du marché concerné, le maître d'œuvre et le CSPS.

#### 4.3. Activités d'exploitation sur le site

Les contraintes particulières correspondant à l'exploitation d'activités feront l'objet d'une concertation, pendant la phase conception avec les exploitants concernés, les services de secours, le Coordonnateur et le Maître d'Œuvre permettant d'établir les dispositions précises permettant l'activité des exploitants et le respect de leurs obligations de sécurité vis à vis de leurs usagers et clients, et à cet effet, visant notamment à :

- Délimiter le chantier ;
- Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ;
- Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

- Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article R. 4534-142-1 auxquels auront accès leurs travailleurs.

#### 4.4. Contraintes environnementales

Les activités urbaines doivent être considérées dans un sens très élargi et englobent :

- Les circulations diverses (VL, PL, véhicules de sécurité, propreté et secours, cycles, piétons, etc.) sur les voies empruntées et environnantes,
- L'usage régulier de l'espace public et de son accès (chaussées, trottoirs, rivières et cours d'eau, sous-sols, etc.) par les riverains de toute nature (services publics, habitations, commerces, établissements d'enseignement, édifices culturels, hôpitaux, garages, etc.),
- L'occupation occasionnelle de l'espace public par des manifestations diverses les installations fixes, foraines, souterraines ou aériennes assurant un service, public ou privé, de communication, d'alimentation ou d'évacuation, de signalisation, d'éclairage, etc.

### 5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT (Article 4532-44-5°)

#### 5.1. Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 (Article 4532-44-5°a)

L'opération de construction de bâtiment excédant 760 000 euros disposera, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. L'équipe projet prendra les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues.

Préciser si l'opération dispose en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées.

#### 5.2. Hygiène et conditions d'hébergement

##### 5.2.1. Emplacement.

Les installations de chantier sont mises en place dans l'emprise chantier, avant le début des travaux à la charge du lot 01.

L'emplacement de ces bases vie sera défini en phase préparation de chantier.

##### 5.2.2. Dispositions des installations à mettre en place

Tous les aménagements d'installation et les locaux du cantonnement de chantier devront être installés et raccordés avant le début des travaux.

L'aménagement doit prendre en compte l'effectif prévisionnel de pointe (y compris les travaux sous traités).

L'entreprise titulaire du lot installation de chantier aura en charge de maintenir le minimum d'équipement suivant :

Sanitaires : 1 lavabo pour 10 personnes avec eau chaude et froide,

1 cabinet d'aisance et 1 urinoir pour 20 personnes,

1 douche pour 8 personnes communiquant directement avec les vestiaires.

Vestiaires : surface de 1,5 m2 minimum par personne.

Équipés d'armoires séchantes et assainissantes avec extraction d'air vicié vers l'extérieur puis composées de deux compartiments.

Coffres blindés, sièges, et patères, de miroirs, etc., / personne.

Réfectoires : surface de 1,5 m2 minimum par personne. Equipé de tables, chaises, poubelles avec couvercle, d'un évier avec eau froide et eau chaude, pour 8 personnes, de chauffe plats électrique ou micro-onde, d'un

réfrigérateur de contenance adaptée. Les réfectoires sont climatisés pour les périodes chaudes et constitue ainsi un lieu de repli en cas de canicule.

Nota : Un sanitaire/vestiaire indépendant devra être installé pour tout le personnel féminin sous les mêmes dispositions que pour le personnel masculin.

Les consommables tels que papier toilette, savon, papiers essuie mains, etc., sont fournis par le lot en charge des installations de chantier.

Tous ces locaux seront reliés entre eux par un passage couvert.

Les locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés, conformément à la réglementation en vigueur. Attention à mettre en place de l'extraction forcée dans les locaux. (Ventilation naturelle insuffisante)

Lors de l'établissement du plan d'implantation de ces locaux, l'entreprise en charge de leur mise en place, veille à ce que les dispositions du Code du travail, en matière d'issues et dégagements, soient respectées.

Le contrôle électrique des installations de chantier sera réalisé périodiquement par un organisme agréé, il sera tenu site à disposition du maître d'œuvre et du CSPS.

#### 5.2.3. Sanitaires de proximité

Des installations sanitaires complémentaires seront installées au plus près des postes de travail (horizontalement ou verticalement).

Ces installations seront nettoyées régulièrement au même titre que les installations principales. Elles seront équipées d'un point d'eau chaude pour se laver les mains et d'un essuie main, chauffées et aménagées de manière à ne dégager aucune odeur.

Les WC chimiques, ne réunissant aucune de ces conditions, seront évités au maximum.

#### 5.2.4. Desserte en Eau, électricité et évacuation des sanitaires

Les branchements d'alimentation en eau potable et en électricité ainsi que l'évacuation des eaux usées du cantonnement seront mis en œuvre depuis les points d'alimentation mis à disposition par le Maître d'Ouvrage.

En attendant le certificat de potabilité, il sera affiché « Réseau non potable » sur chaque point d'eau. Le résultat d'analyse sera transmis à la MOE et au SPS.

Des bouteilles d'eau seront fournies en attendant.

#### 5.2.5. Nettoyage de la base vie

Le nettoyage et la désinfection des locaux, doivent être effectués journalièrement.

#### 5.2.6. Accès aux installations de chantier

Depuis l'espace public jusqu'aux cantonnements l'accès doit se faire sans équipement de protection individuel. Les cheminements seront hors survol de charges ou couverts. Les accès piétons seront assainis, praticables par tout temps et de faible déclivité. Ils sont exempts d'obstacle, éclairés et séparés physiquement des flux de véhicules et d'engins par des dispositifs résistants aux chocs.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans les zones de travaux ou de stockage.

Si les vestiaires, les lavabos et douches sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ceux-ci doit pouvoir s'effectuer sans traverser les locaux de travail ou de stockage et sans passer par l'extérieur.

L'accès aux toitures des bases vies sera de type escalier, les toitures seront équipées de dispositifs de protection collective contre les chutes de hauteur sur tout le périmètre.

#### 5.2.7. Dispositions à prendre pour le montage et le démontage de la Base vie

Pour les travaux de montage et démontage des cellules préfabriquées et les travaux annexes tels que les raccordements de réseaux, les étanchéités, etc. : privilégier de réaliser ces opérations depuis le sol.

Les bungalows devront disposer de protections collectives intrinsèques ou permettant le montage et le démontage en sécurité (Ring).

Le DHOL indiquera les moyens présents sur le chantier qui seront mis à disposition pour le montage afin d'éviter tout risque de chute de hauteur. (Nacelle et/ou PIRL)

## 6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE (Article 4532-44-6°)

### 6.1. Renseignements pratiques propres à l'opération

Consignes générales d'appel des secours

* <b>POMPIERS</b>	☎18
* <b>SAMU Urgences</b>	☎15
* <b>POLICE SECOURS</b>	☎17

Consignes locales.

<b>Mairie</b>	78 Rue Bonaparte, 75006 Paris	☎	<b>01 40 46 75 06</b>
<b>COMMISSARIAT</b>	78 Rue Bonaparte, 75006 Paris	☎	
<b>HOPITAL</b>	hôpital Cochin	☎	<b>01 58 41 41 41</b>
<b>ELECTRICITE</b>	Service sécurité et dépannage	☎	<b>0 810 333 + (0+N° Dpt)</b>
<b>GAZ</b>	Service sécurité et dépannage	☎	<b>0 810 433 + (0+N° Dpt)</b>
<b>AMBULANCES</b>	<i>A compléter par l'entreprise</i>	☎	
<b>MEDECINS</b>	<i>A compléter par l'entreprise</i>	☎	

### 6.2. Mesures d'organisation des secours

**L'Entreprise titulaire du lot 01** mettra en place et assurera pendant toute la durée de chantier, le fléchage, la signalisation au point d'accès et à l'extérieur, permettant aux Services extérieurs (Ambulance, Pompiers, etc.) de trouver rapidement l'opération.

**L'Entreprise titulaire du lot 01** pendant la durée des travaux est « responsable » de l'organisation des secours.

Dès la phase de préparation et pendant la durée des travaux, elle doit :

- Etablir un organigramme nominatif du personnel compétent pour assurer les secours.
- Faire figurer sur le PPSPS les procédures de secours et d'évacuation (en cas d'incendie, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique ou de fuite de gaz, etc.) qui doivent être affichées dans les locaux du personnel.
- Afficher la fiche « d'appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
- Tenir à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical.
- Indiquer les points de rencontre sur le plan d'installation de chantier, et le diffuser aux services de secours pour information et avis.

Chaque entreprise communique à l'entreprise titulaire, les renseignements correspondants (le nom de la ou des personnes habilitées et spécialement formées) ; et doit se conformer aux dispositions prises pour l'opération et en informer leur personnel.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS sont informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits. Les circonstances détaillées et écrites seront remises au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans un délai de 48h au maximum.

Les Organismes de Prévention compétents des lieux de l'opération doivent également être avisés dans les 48 heures.

#### 6.2.1. Téléphone de secours

Personnel en possession des téléphones mobiles dans la mesure où ces derniers devront être accessibles, chargés et en état de marche en tout point du chantier.

En ce qui concerne les lieux sans portabilité du signal l'entreprise titulaire du lot principal mettra en place des téléphones fixe reliés aux secours.

#### 6.2.2. Moyens de communication

Tout poste de travail doit être équipé d'un moyen de communication.

#### 6.2.3. Plan de secours

Après avoir analysé les contraintes spécifiques au chantier, l'entreprise titulaire du lot 01 établira un plan de secours qui sera soumis au Maître d'œuvre, coordonnateur SPS et services de secours.

Le plan devra définir notamment les points de rassemblement et les points de rencontre qui seront matérialisés in situ par des panneaux d'affichage.

Le plan inclura tous les moyens mis à disposition des services de secours et des sauveteurs secouriste.

#### 6.2.4. Signalisation

L'entreprise titulaire du lot 01 mettra en place une signalisation horizontale et verticale pour matérialiser l'accès au chantier, ainsi qu'une signalisation appropriée dans le chantier pour indiquer :

- Les cheminements piétons
- La limitation de vitesse
- Les zones d'attente et de déchargement
- Les points de rencontre
- Les hauteurs de gabarits
- Les surcharges
- Les extincteurs
- Les défibrillateurs

### 6.3. Les mesures propres à chaque Entreprise

#### 6.3.1. Sauveteurs secouristes du travail

Chaque entreprise doit assurer la présence de Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) propre à son entreprise ou par concertation avec l'entreprise titulaire, présente sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R4224-15 du Code du Travail : Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

- Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;
- Chaque chantier employant 20 travailleurs au moins pendant quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) doivent être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).



Chaque équipe en poste comprendra au moins un secouriste du travail.

#### 6.3.2. Moyens de première intervention

Chaque entreprise doit disposer d'une trousse de premier secours (à vérifier et à compléter régulièrement) dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des Sauveteurs Secouriste du Travail.

#### 6.3.3. Travail isolé

Les Entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun personnel ne travaille isolément en un point où il ne peut être secouru à bref délai, notamment pour tous les travaux à risque particulier ou les lieux isolés (ex : en sous- sols, manœuvre d'engins, levage, travaux dans des locaux avec présence de courants électriques etc.).

Les Entreprise intervenantes, comme l'exigent les Règlements de Sécurité, désignent deux ouvriers pour tout travail isolé, même s'il n'en nécessite qu'un seul à ce poste.

Dans le cas de travaux de finitions hors travaux à risques, l'utilisation d'un Dispositif d'Alarme pour Travailleurs Isolés pourra être envisagée sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

### 6.4. Protection contre l'incendie

Une évaluation des risques spécifiques, réalisée en associant les représentants du personnel, doit permettre de choisir les mesures de prévention du risque d'incendie les plus appropriées, dans le respect des Principes Généraux de Prévention. Les objectifs sont les suivants :

- Supprimer les causes de déclenchement des incendies,
- Limiter la propagation des incendies,
- Permettre une évacuation rapide et sûre des salariés,
- Assurer l'intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie.
- Contrôle du poste de travail deux heures après la fin des travaux par points chauds.

Chaque entreprise titulaire d'un lot prévoira une personne spécialement formée pour la lutte contre les incendies qui vérifiera les mesures prises et veillera à leur application.

Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre qui en appréciera la faisabilité.

Tous les travaux par points chaud situé dans l'emprise du chantier doivent faire l'objet d'un permis feu avec l'exploitant. Des extincteurs en nombre réglementaire selon les risques sont mis en place dans les bureaux de chantier, les bungalows du cantonnement, les containers de stockage de matériaux ou produit inflammables, ainsi qu'à proximité des zones de travail à risque.

La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs seront à la charge de l'entreprise.

La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs à proximité des zones de travail à risque seront à la charge de chaque entreprise

Il est rappelé que les feux ouverts de quelque nature que ce soit sont interdits sur le chantier.

Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS qui en apprécieront la faisabilité.

## 6.4.1. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer et de vapoter dans le chantier. Des panneaux de signalisation doivent rappeler ces interdictions.

## Les Conduites à tenir en cas d'accident

- **En cas d'accident corporel grave entraînant l'immobilisation du blessé**



**PROTEGER LA VICTIME EN LE COUVRANT AUSSI CHAUDEMENT QUE POSSIBLE**

**ALERTER LE POSTE DE GARDE OU RESPONSABLE DE CHANTIER**

**SECOURIR : SI VOUS ETES SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL, EFFECTUER LES GESTES DE 1<sup>ER</sup> SECOURS**

Désigner une personne chargée d'accueillir et de diriger les secours vers le blessé (faire libérer toutes circulations d'accès, etc.)

- **En cas d'accident corporel bénin**

**Arrêter immédiatement la situation de danger ayant créé l'accident.**

- ✓ Effectuer les premiers soins à l'aide de la pharmacie du chantier,
- ✓ Établir la feuille de soins,
- ✓ Accompagner le blessé chez le médecin le plus proche, à l'infirmerie de chantier ou à l'hôpital.

## 7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS (Article 4532-44-7°)

### 7.1. Toutes entreprises

#### 7.1.1. Inspection commune

En application de l'article R 4532-13, le Coordonnateur doit procéder à une **inspection commune** avec **toute entreprise**, titulaire, sous-traitante ou prestataires avec des travaux à risques particuliers, **préalablement à son intervention**.

- Avertir le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant son intervention pour réaliser l'inspection commune.
- Le responsable de sécurité de l'entreprise titulaire devra participer à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Au cours de cette inspection commune sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'appête à exécuter :



- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.
- Aucune inspection commune ne sera acceptée sans le projet de PPSPS de l'entreprise concernée diffusé préalablement par courriel au CSPS par le responsable sécurité

## 7.1.2. Mise à disposition des Documents

Un exemplaire à jour du P.G.C.S.P.S. est tenu disponible en permanence sur le chantier.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. est tenu disponible en permanence sur le chantier, avec les avis de médecin du travail et du CHSCT, et conservé par l'entreprise pendant une durée de cinq ans, à compter de la réception de l'ouvrage.

## 7.1.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Dans le cadre des PPSPS, les entreprises procéderont à l'analyse des risques correspondant aux méthodes qu'elles se proposent **d'adopter réellement**.

Toutes les entreprises intervenant sur le site, titulaires et sous-traitants, devront établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Les entreprises ayant recours à des prestataires devront intégrer dans leur propre PPSPS l'analyse de risques et la méthodologie d'intervention de ses derniers.

Elles veilleront à traiter les 3 types de risques prévus par l'article R 4532-64 du Code du Travail :

<b>RISQUES PROPRES :</b> Dispositions prévues pour prévenir des risques que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses travaux.
<b>RISQUES EXPORTEES :</b> Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier
<b>RISQUES IMPORTEES :</b> Exécution de travaux dangereux par d'autres entreprises, contraintes propres au chantier ou lié à son environnement ou activités d'exploitation à risque

**Nota :** Si pour l'un de ces points, l'analyse révèle l'absence de risques, l'entrepreneur en fait mention dans le PPSPS. Toutes les entreprises (titulaires ou sous-traitantes) devront communiquer leur PPSPS définitif avant tout début de travaux au Coordonnateur SPS de la phase réalisation.

Pour les entreprises étrangères, un PPSPS traduit dans la langue des intervenants sera à fournir par courriel au CSPS. Selon avis du Coordonnateur SPS, le PPSPS de chaque entreprise sera complété, harmonisé.

Le PPSPS sera régulièrement mis à jour en fonction des évolutions du chantier ou d'éléments nouveaux.

Tous les modes opératoires intégrés au PPSPS devront être fournis au CSPS et Maître d'œuvre.

**Chaque modification du PPSPS le fera systématiquement monter d'un indice de référence, et la transmission de celui-ci sera faite auprès du MOE et du CSPS.**

## 7.2. Entreprise Titulaire

**RAPPEL :** Article R 4532-60 du Code du Travail :

Obligation pour tout titulaire de remettre à ses sous-traitants :

- Un exemplaire du PGCSPPS ;
- Un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie de chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs (ce peut être son propre PPSPS) ;

#### 7.2.1. Encadrement.

Tous les ouvriers sur le chantier sont encadrés par une personne " responsable " et présente physiquement sur le site qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPPS.

Le ou les noms des personnes figurent au PPSPS des Entreprises.

Cas particulier pour les entreprises étrangères :

- Une personne responsable et parlant français devra être présente en permanence physiquement sur le site.
- Le nom et numéro de téléphone de cette personne devra apparaître clairement dans le PPSPS de l'entreprise.
- Le PPSPS de l'entreprise devra être établi en deux exemplaires, un exemplaire dans la langue d'origine des salariés et un exemplaire en français.

#### 7.2.2. Travailleurs étrangers

Il est obligatoire que pour un groupe de travailleurs étrangers, il y ait un interprète permanent parlant français afin de communiquer clairement sur les problèmes de sécurité qui demandent une réactivité immédiate.

### 7.3. Sous-traitants

En cas de sous-traitance, l'attention des entreprises est attirée sur :

- Les dispositions réglementaires du Code du Travail (article L 8231.1),
- L'agrément du Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre,
- Les dispositions de la Coordination SPS pour accès au chantier et exécution des travaux.

Dans le cas où une Entreprise sous-traite tout ou partie de l'exécution du marché conclu avec le Maître d'Ouvrage, elle remet à chacun de ses sous-traitants un exemplaire du présent PGCSPPS.

Elle doit également remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a elle-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Chaque sous-traitant a donc l'obligation d'établir son PPSPS, après remise de ces documents, préalablement à toute intervention sur le chantier dans un délai d'au moins 30 jours après réception du contrat de sous-traitance signé de l'Entrepreneur.

Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les travaux accessoires si ceux-ci ne relèvent pas de travaux à risques particuliers définis par arrêté.

Les PPSPS sont élaborés dans les mêmes conditions que pour l'entreprise titulaire.

### 7.4. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier doivent établir un PPSPS et le remettre au Coordonnateur SPS.

Le présent PGCSPPS leur est applicable.

### 7.5. Personnels intérimaires

Les Entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- Qu'il ne l'emploie pas pour des travaux qui lui est interdit (liste des travaux interdits aux intérimaires).
- Qu'il a reçu une formation appropriée et pratique en matière de sécurité.
- Que le certificat d'aptitude médicale (renforcée pour cas spécifique) a bien été délivré.
- Que le personnel bénéficie de cartes de travail ou de séjour en règle.
- Qu'il a suivi la formation à la sécurité adéquate.
- Qu'il est équipé des moyens de protection individuelle adapté à sa tâche.
- Qu'en cas de travail à des postes présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, bénéficie d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle ils sont employés
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.)

Les Entreprises doivent également informer les personnels intérimaires des risques encourus et des règles de sécurité comme pour leur propre personnel.

## 7.6. Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service

Les Entreprises ayant recourt à des prestataires de service ou à une location d'engin avec chauffeur avertira le coordonnateur SPS ainsi que le maître d'œuvre par un simple courrier ou e-mail.

Celui-ci mentionnera :

- Le nom de l'entreprise
- La date et durée d'intervention
- Les travaux prévus
- Liste du personnel

Un accueil sécurité sera effectué par l'entreprise mandatrice qui mentionnera clairement :

- L'adhésion à son PPSPS
- L'adhésion au PGCSPS du chantier
- Les règles de sécurité du chantier (Port des EPI, circulation, etc...)
- Contrôle des autorisations de conduite et CACES

L'entreprise sera responsable de son prestataire, elle vérifiera et s'assurera :

- De mettre en place les protections collectives adaptées à ses travaux (balisage, signalisation, protections)
- Que les vérifications périodiques et examen d'adéquation des engins utilisés soient conformes à la réglementation en vigueur.

➤ Les intervenants et prestataires de chaque entreprise, non considérés comme portant un acte à la construction, interviennent sous la responsabilité de l'entreprise qui la missionne. À ce titre, celle-ci leur transmet elle-même les consignes du CSPS, l'informe sur les risques liés aux travaux et intègre leurs tâches et leurs risques dans son propre PPSPS.

## 7.7. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans la diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues dans le CCAP pour non remise de document, et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée. S'il s'agit de sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise principale (entreprise ayant sous-traité ses travaux) et le sous-traitant sera expulsé.

Ces pénalités seront appliquées en cas de non transmission dans les délais fixés par le Coordonnateur SPS :

- D'un PPSPS modifié suite aux observations du Coordonnateur SPS
- D'un additif au PPSPS (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif).

*Remarques importantes : L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie en rien l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé. La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité des délais.*

*Outre le code du travail applicable à chacune des entreprises intervenantes, les entreprises devront prendre en compte toutes les recommandations émanant des organismes réglementaires tels que la CARSAT ou CRAMIF et CNAMTS, INRS et OPPBTP. Le coordonnateur Sécurité se réserve le droit d'imposer ces méthodes à tout moment en cas de litige ou d'interventions jugées inappropriées.*

Les entreprises devront :

- Répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser ou accuser réception du registre journal qui sera envoyé par mail,
- Mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS,
- Désigner un interlocuteur unique (responsable sécurité) pour le coordonnateur SPS,
- Prendre contact au moins **15** jours avant le début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune,
- Transmettre un projet de PPSPS lors de la demande d'inspection commune,
- Vérifier et donner son avis sur les PPSPS de ses sous-traitants, notamment sur les accès, plans et méthodes prévues pour intervenir,
- Faire parvenir son PPSPS (en français) au moins 10 jours avant le début de ses travaux,
- Pour tous les travaux à risques particuliers (en annexe du présent PGC), établir des modes opératoires et les communiquer préalablement au démarrage des travaux concernés,
- Transmettre au Coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier, associées aux méthodes qu'elle compte prendre.

L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage et faire agréer son sous-traitant.

Le coordonnateur SPS informera sans délai le maître d'ouvrage de tout manquement à la présente procédure.

En cas de sous-traitance non connue ou non agréée, le coordonnateur pourra expulser le sous-traitant du chantier.

## 7.8. Eléments constitutifs du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage

Pendant la phase d'étude, les entreprises consultées fourniront la liste des interventions normalement prévisibles sur l'ouvrage, avec les mesures prises pour assurer une maintenance aisée et sans risque pour les exploitants.

Les Entreprises communiqueront au Coordonnateur SPS avant la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) tous les documents de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures :

- Accès, notices techniques, conditions d'interventions, plans, etc...
- Carnet de détail pour les interventions nécessitant l'usage de nacelles, échafaudages, en indiquant les circulations possibles sur les différents niveaux, les transferts de nacelle entre niveaux. (Vues en plan et coupe de principe pour matérialiser la faisabilité.

Ces documents et ceux du Maître d'œuvre, serviront à la constitution, par le Coordonnateur SPS, du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) qui sera remis au Maître d'Ouvrage à la fin de l'opération après réception.

Tous les documents devront être fournis selon format exploitable (Word, Excel).

## 7.9. Procédure d'enquête

A la suite de tout accident grave ou ayant pu avoir des conséquences graves, l'entreprise concernée informera sans délai le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, l'OPC, le coordonnateur SPS et l'inspection du travail, puis procédera à une enquête en vue d'établir le faisceau des causes (" arbre des causes ") mettant en évidence les successions et les convergences de circonstances déclenchantes et permettant de déterminer les meilleures dispositions préventives à prendre.

A cet effet, dès après la prise en charge des victimes par les services médicaux et la situation de risque supprimée, les responsables des différents intervenant, sur place ou ayant pu rejoindre le chantier d'urgence, se réuniront et recueilleront les premiers témoignages et constats.

Dans les jours suivant l'accident, sur la base du rapport d'analyse diffusé par l'entreprise, les intervenants se réuniront en « Cellule prévention », pour examen. Si nécessaire, ils pourront procéder à des constats et recueillir des témoignages complémentaires

## 8. ANNEXES

PGCSPS Annexe n° XX : Liste des travaux à risques Particuliers

PGCSPS Annexe n° XX : Fiche d'appel des secours

PGCSPS Annexe n° XX : Cadre du PPSPS

8.1. [ANNEXE 01 : Liste des travaux à risques Particuliers :](#)**LISTE DES TRAVAUX  
COMPORTANT DES RISQUES PARTICULIERS**

- 1.Travaux effectués sur un échafaudage d'une hauteur de plus de 3 mètres, y compris le montage et le démontage de l'échafaudage.
- 2.Travaux effectués à plus de 3 mètres de hauteur :
  - a ) sur tour d'étalement, y compris leur montage et leur démontage,
  - b) dans tous les cas d'impossibilité technique de mise en œuvre d'un dispositif de protection collective contre les chutes de hauteur,
  - c ) lorsque la mise en place ou le démontage d'une protection collective contre le risque de chute nécessite des solutions techniques de continuité non prévues par le fabricant du matériel mis en œuvre,
  - d ) lorsque la nature de l'ouvrage ou la surface d'appui des matériels ou des plates-formes de travail requièrent le recours à des dispositifs exceptionnels de stabilisation,
  - e ) sur échafaudage volant ou en encorbellement, y compris le montage et le démontage de l'échafaudage,
  - f ) en cas de recours aux techniques dites acrobatiques ou d'alpinisme.
- 3.Travaux effectués sur ou en surplomb en matériaux fragiles lorsqu'il est impossible de mettre en place des dispositifs de protection de nature à prévenir toute chute à travers ces matériaux.
- 4.Travaux effectués dans le cadre d'une dérogation générale ou particulière aux dispositions du décret du 8 janvier 1965 susvisé.
- 5.Travaux de reprise en sous-œuvre.
- 6.Travaux de terrassement de fondations profondes, en souterrains et de tunnels.
- 7.Travaux exposant les travailleurs à un risque particulièrement aggravé d'ensevelissement, d'enlèvement ou de noyade.
- 8.Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques des domaines de basse tension A et B et de haute tension A et B tels que visés au titre 12 du 8 janvier 1965 susvisé, dès lors que la consignation n'a pas été obtenue.
- 9.Travaux comportant des risques particulièrement aggravés à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution d'énergie au sens du décret du 14 octobre 1991 susvisé.
- 10.Travaux de démolition d'un volume hors œuvre de plus de 200 m3.
- 11.Travaux présentant des risques particulièrement aggravés par la présence simultanée de plusieurs entreprises pendant toute la durée de l'exposition à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R.231-51 du code du travail.
- 12.Travaux exposant à des rayonnements ionisants exigeant la désignation de zones contrôlées ou surveillées au sens du décret du 2 octobre 1986 susvisé.
- 13.Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes présentant un risque particulièrement aggravé pour les travailleurs.
- 14.Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du 21 septembre 1977 susvisé.
- 15.Travaux de montage, de démontage d'éléments préfabriqués lourds, tels que visés à l'article 170 du 8 janvier 1965 susvisé.
- 16.Travaux dans ou sur des cuves d'accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
- 17.Travaux en milieu hyperbare.
- 18.Travaux comportant l'usage d'explosifs.
- 19.Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidien supérieur à 90 dBA ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieur à 140 dBA .



8.2. [ANNEXE 02 : Fiche d'appel des secours](#)



**OPPBTB**  
La prévention BTB

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

## 18

**Pompiers**

## 112

**Centre d'appels secours**

## 15

**Samu**

**et dites...**

**1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement) .....

N° ..... Rue .....

En face de .....

Téléphone

**2 Précisez la nature de l'accident**

*Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...*

*Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.*

*Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...*

**3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

*Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*

**4 Décrivez l'intervention du secouriste**

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

**5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

**6 Faites répéter le message**

**Ne raccrochez jamais le premier.**

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.





8.3. [ANNEXE 03 : Cadre du PPSPS](#)**CADRE DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION  
DE LA SANTE - (P.P.S.P.S.)****Chapitres minimums à traiter par les entreprises****1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

- ☐ Dénomination du chantier (Adresse et téléphone)
- ☐ Nom et adresse de l'entreprise
- ☐ Nom et qualité du ou des responsables des travaux
- ☐ Nature et importance des travaux à réaliser
- ☐ Date de démarrage des travaux
- ☐ Délai d'exécution des travaux
- ☐ Planning prévisionnel des travaux
- ☐ L'effectif du personnel et son évolution
- ☐ L'effectif prévisionnel des sous-traitants
- ☐ Noms et adresse des sous-traitants (avec description des travaux sous-traités, le nom et les coordonnées des responsables)

**2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER**

- ☐ Consignes des premiers secours
- ☐ Nom et coordonnées du responsable de sécurité sur site
- ☐ Nom et coordonnées de l'agent d'organisation de chantier sur site
- ☐ Nom et coordonnées des membres du CISSCT.
- ☐ Nom des travailleurs secouristes
- ☐ Matériel médical sur le chantier
- ☐ Mesures prises pour assurer l'hygiène et les conditions de travail
- ☐ Transport et hébergement du personnel
- ☐ Surveillance médicale spéciale

**3 MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER**

- ☐ Protections collectives mises en place
- ☐ Moyens matériels utilisés et leur contrôle sur site (matériel d'élévation du personnel et du matériel)
- ☐ Description des installations de chantier (zones de travail, zones de stockages, circulations, etc)
- ☐ Analyse des risques générés par les autres entreprises et l'environnement (Risques importés)
- ☐ Analyse des risques générés envers les autres intervenants en coactivité (Risques exportés)
- ☐ Analyse des risques générés par mon activité sur mon personnel (Risques propres)
- ☐ Modes opératoires
- ☐ Risques liés à l'activité en exploitation
- ☐ Mesures prises pour le chargement et Déchargement des matériaux (DHOL)

**Nota : Dans les tableaux d'analyses de risques, formaliser le nom de l'entreprise mettant en place les moyens de prévention**